

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAÎSSANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA POLOGNE au seuil de la quatrième année de guerre

C'est pour la troisième fois que la presse du monde entier est appelée, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de la guerre, à jeter un coup d'œil rétrospectif sur les événements qui se sont déroulés depuis cette date fatale, à faire le bilan des pertes et des profits des belligérants, à se prononcer sur les futures opérations et sur la possibilité d'une paix prochaine. Chacun traite naturellement ces questions de son point de vue personnel et s'efforce de tirer de cet examen les conclusions les plus satisfaisantes pour la situation présente et les horoscopes les plus favorables pour l'avenir.

On peut ainsi se faire une idée générale de l'état des esprits dans différents pays.

Seule, la presse polonaise, celle des territoires ethnographiquement polonais, celle de Varsovie, de Cracovie et de Posen ne présente que d'une manière très imparfaite l'expression de l'opinion du pays. Les organes gagnés à la cause de l'Allemagne ou de l'Autriche émettent à ce sujet des opinions évidemment tendancieuses; quant aux autres, ils n'ont garde de se prononcer ouvertement, ils paieraient trop cher leurs velléités de franchise et d'indépendance.

Ce n'est donc pas dans la presse polonaise, qu'on se renseignera sur ce que pense véritablement la Pologne. C'est au fond des cœurs polonais, qu'on devra aller chercher une réponse à cette question poignante. Et l'on y verra à travers l'angoisse et la douleur poindre une lueur d'espérance, se dresser un rempart d'énergie et de décision indomptables.

Aujourd'hui, plus que jamais, la Pologne se rend compte que l'heure de sa délivrance approche, que ses sacrifices n'auront pas été vains, qu'elle reprendra enfin sa place parmi les nations libres et indépendantes.

Elle aura payé cher cette heure tant désirée.

N'est-elle pas depuis trois ans le théâtre de la guerre sur le front oriental? N'a-t-elle pas vu dès le début ses enfants partir au premier appel de la mobilisation pour prendre place dans trois armées différentes? N'a-t-elle pas assisté à ce spectacle atroce des Polonais de Posnanie et de Galicie enrôlés de force dans les régiments allemands et autrichiens se ruant à l'assaut de Varsovie que défendaient les 600.000 soldats polonais qu'avaient fournis aux armées du tsar les provinces du Royaume?

Puis, plus tard, lorsque les hordes germaniques eurent tout balayé sur leur passage, lorsque les troupes russes se furent repliées jusqu'aux confins de la Lithuanie, ne vit-elle pas, cette Pologne ravagée et dévastée, l'envahisseur lui promettre l'indépendance et la liberté? N'entendit-elle pas un appel nouveau, des promesses fallacieuses et insensées?

« Tu seras libre et indépendante, lui disait l'ennemi séculaire, tu auras un gouvernement que je t'imposerai, des frontières que je déterminerai comme bon me semblera, un roi que je choisirai à mon gré, tu auras tout cela à condition que tu verses ton sang pour moi, que tu me donnes les meilleurs de tes fils pour que je les mène à la boucherie, en un mot, que tu deviennes entre mes mains un instrument docile et obéissant. »

Mais la Pologne ne s'est pas laissée prendre

au piège. Se raidissant dans sa douleur, sublime dans sa résignation, elle a répondu « non ». Elle a repoussé avec indignation les avances fallacieuses de l'Allemagne, elle ne lui a pas donné un seul soldat, elle s'est refusée à toutes les combinaisons louches dans lesquelles on voulait l'entraîner. Elle savait que ce n'était pas là qu'était son salut, elle ménageait le restant de ses forces pour le jour où son sort devait enfin se décider.

Il semble que ce moment si ardemment désiré approche. Le cercle de fer tendu autour de l'Allemagne se resserre chaque jour de plus en plus. Bientôt il n'y aura plus un peuple au monde qui ne se soit prononcé contre les folles ambitions des empires du Centre et de leur vassaux. L'orgueil de la Prusse va s'effondrer, et sur les ruines de ce royaume de proie nous verrons l'aigle blanc de Pologne déployer librement ses ailes en annonçant au peuple martyr l'heure de la délivrance.

L'étendard de l'aigle blanc flotte déjà en France, sur le sol sacré où furent pour la première fois proclamés à la face du monde entier les principes immuables de la liberté des peuples. Sous les plis du drapeau amarante accourent se ranger les enfants de la Pologne qui jadis durent quitter leur pays. Fils et petits-fils d'émigrés que l'oppression étrangère arracha au sol natal, ils vont rentrer un jour dans Varsovie libérée du joug prussien et accomplir ce qu'il ne fut pas donné à leurs pères de réaliser. Partout où bat un cœur polonais, on se prépare à la lutte suprême, à la lutte définitive.

Et l'on voit cette Pologne qui semblait ensevelie sous ses ruines se dresser contre les machinations de ses ennemis. Les armes que les Allemands avaient insidieusement glissées entre les mains des jeunes patriotes polonais se retournent aujourd'hui contre eux. Les légions polonaises en Autriche, ce produit d'une politique mal comprise et fausement guidée, ces légions refusent de prêter serment aux puissances de proie. Hier, on espérait en faire des soldats fidèles du Kaiser, aujourd'hui, on est forcé de les consigner dans un camp où furent enfermés des prisonniers français. Le créateur de ces légions, le général Piłsudski, en vrai patriote polonais, n'a pas voulu admettre pour un seul instant l'idée de voir son pays au service de l'Allemagne. Il a protesté contre les intentions perfides des Besseler et des autres suppôts du germanisme en Pologne et le voilà aujourd'hui en prison. Toute la jeunesse polonaise prend parti pour cette nouvelle victime de la Prusse. On manifeste dans les rues de Varsovie. Les vitres des officines allemandes volent en éclat. L'orage gronde dans tout le pays.

Au seuil de la quatrième année de guerre, la Pologne, plus vigoureuse et plus décidée que jamais, s'apprete à entrer définitivement en lice pour reconquérir sa liberté. Qui sait, si nous n'entendrons pas bientôt le tocsin sonner à Varsovie, si dans les campagnes polonaises ne reluiront pas de nouveau les faux étincelantes des « faucheurs de la mort », si le peuple entier ne se dressera pas pour secouer une fois pour toutes le joug de l'Allemagne en tendant les mains aux armées polonaises que les Alliés s'apprentent à constituer? Celle de France est en voie de réalisation. Il y a déjà à Paris des soldats polonais et proche est le jour où nous y verrons défiler des régiments entiers partant sous les plis du drapeau amarante lutter contre l'ennemi commun.

Paul DE NIC.

NOS BRAVES

André Jarosz, volontaire polonais, a été cité à l'Ordre du jour du régiment.

« Jarosz André, matricule 32024 de la 11^e compagnie de la Légion, engagé volontaire pour la durée de la guerre, a participé aux opérations de Serbie et de Macédoine avec le régiment. Soldat courageux et plein d'entrain. Blessé sur le front français ».

Adam Skupiński, volontaire polonais, mort à la suite d'une blessure reçue sur le champ de bataille, vient d'être cité à l'ordre du corps d'Armée :

« Légionnaire audacieux. A été blessé le 17 avril 1917 en se portant en avant et en combattant à la grenade, a été blessé de nouveau en défendant l'accès d'un boyau. Est mort des suites de sa dernière blessure. » (Ordre N° 238 du 19 mai 1917.)

LES

Traditions de la diplomatie française à l'égard de la Pologne

« Du sein des flammes, du sang des nôtres », ainsi que chantait le poète Corneille Ujejski, la Pologne va renaître, non pas grâce à la bienveillance plus ou moins sincère de tel ou tel État, mais simplement à cause de sa vitalité, affirmée pendant tant d'années, et de sa nécessité, reconnue par l'Europe tout entière. Le grand pays de l'Est qui a joué un rôle si important dans l'Histoire de la civilisation occidentale va reprendre sa place dans le concert des nations et renouer avec la France ses liens de séculaire amitié. On parle beaucoup de ces sympathies franco-polonaises, de ces affinités de culture et de sentiments, elles existent, certes, mais il me semble que le long silence diplomatique qui a séparé, officiellement, les deux pays, que les tendances, empreintes d'un enthousiasme un peu trop subjectif, de certains « polonisants » ont amené une légère déformation dans la façon de comprendre les rapports qui ont existé entre la France et la Pologne. Pour la plupart des gens, la France a toujours secouru la Pologne, par générosité chevaleresque, par amour du droit et de la liberté, mais si l'on se renseigne auprès des auteurs qui ont le mieux étudié ces questions, si l'on consulte les travaux du duc de Broglie ou de Sorel, et surtout si l'on ouvre le recueil officiel des « Instructions diplomatiques adressées aux ambassadeurs français en Pologne », et recueillies par M. Farges, on se rend compte qu'il est loin d'en être ainsi et je ne crois pas que cette constatation nuise à l'attachement que nous éprouvons à l'égard de la France, ni à la bonne entente entre les deux pays; au contraire, plus de lumière et plus de vérité dans

et ordre d'idées ne peuvent que faire mieux pénétrer la profonde communauté d'intérêts unissant France et Pologne et permettre aux hommes d'Etat d'agir en toute connaissance de cause.

Ce serait d'abord bien mal connaître l'esprit de la dynastie capétienne que de la croire capable d'une « politique de sentiment ». Héritière des traditions romaines, elle a continuellement agi suivant la plus réaliste des directions et malgré les erreurs apportées dans sa conduite par le caractère propre de quelques-uns de ses princes, elle est toujours revenue à cette politique d'intérêt modéré et bien compris qui est la marque de son clairvoyant génie. Dès le xvi^e siècle, les diplomates français, encore sous l'influence de la forte pensée qui avait conclu la ligue de Smalkalde, comprirent quel avantage il y aurait pour la France à trouver un point d'appui par-delà l'Allemagne. Ils cherchèrent à se servir du « trou par en haut » de la Constitution polonaise, en plaçant un prince français sur les bords de la Vistule. Leur dessein était déjà nettement conçu : on voulait utiliser les forces polonaises pour menacer Vienne, diriger dans un sens plus particulièrement français tous les Etats secondaires de l'Allemagne opposés à l'empereur, et inquiéter ainsi, de concert avec les Ottomans, le vieil ennemi de la France. La candidature de Henri III fut la suite toute naturelle de l'alliance avec Soliman le Magnifique et du traité de Smalkalde : on voit qu'il n'est nullement question, en cette affaire, de l'intérêt de la Pologne, mais seulement de l'encerclement de l'Allemagne. C'est cette politique déjà traditionnelle que reprit Mazarin, quand il conclut le mariage de Marie de Gonzague et du roi Wladislas Waza : en envoyant une princesse française à Varsovie, il pensait bien en faire une sorte d'agent diplomatique au service de la France. Mais cette fois encore, l'expérience ne réussit pas : si Henri d'Anjou s'était montré indignement au-dessous de sa tâche, s'il avait abandonné les Polonais et, par son équipée, ridiculisé le nom de la France, Marie de Gonzague, elle, avec plus de courage, plus de virilité, presque, ne fut guère plus utile à la politique française. Très vite, le « préjugé de la nation » cessa de la gêner et son but principal fut de se procurer de l'argent « pour tourmenter les Polonais », va jusqu'à dire un envoyé français, Millet.

Louis XIV tenta alors une troisième expérience : il essaya de faire élire Condé au trône de Pologne, ce fut là le grand dessein qui occupa le début de son règne. Les vœux ne changeaient pas ; c'était pour surveiller l'Empire, pour établir la tutelle de la France sur ces Marches de l'Est toujours mouvantes, qu'on voulait donner une couronne au vainqueur de Rocroy. C'était pour « mettre l'Empire au même état d'être enclavé entre la France et la Pologne, comme nous l'étions auparavant entre ce même Empire et l'Espagne » que Colbert aurait accepté de « dépenser des millions d'or », de « vendre son bien et d'engager celui de sa femme et de ses enfants », et c'est ce qui faisait dire à Louis XIV que « les affaires de Pologne étaient présente-ment les plus importantes de la Chrétienté ».

Ce projet de conquête pacifique ne réussit pas et toutes les intrigues en faveur d'une élection française eurent toujours le même sort ; les Polonais ne purent jamais se résoudre à établir chez eux une domination si complètement différente de leurs lois et de leurs traditions. La France tenta aussi de transformer en « client » le « Piast » qui avait été élu, mais l'exemple de Sobieski, qui malgré ses sympathies françaises, fut loin d'être un instrument docile, prouva la difficulté d'une telle politique.

Au xviii^e siècle, Fleury ne chercha pas à soutenir Stanislas Leszczyński, le candidat national, et l'aide qu'il lui accorda fut dérisoire ; ce qu'il voulut, c'est se servir de la succession de Pologne pour faire la guerre là où elle lui paraissait avantageuse et commode : sur le Rhin et en Italie, et pour acquérir plus sûrement le duché de Lorraine.

L'étude sur le « Secret du Roi » du duc de Broglie, offre le récit, presque tragique, des espoirs et des déceptions par lesquels la politique française fit passer les Polonais. Louis XV eut la conception assez juste de ce qui leur était nécessaire, à eux, comme à la France, mais, paralysés par l'influence autrichienne et par la diplomatie officielle, bornée ou indifférente, ses efforts occultes restèrent sans effet, et la Pologne, avec la complicité de son souverain et de ses Alliés, ne cessa, pendant toute la seconde moitié du xviii^e siècle, d'être occupée et pillée méthodiquement par les troupes russes.

Enfin Napoléon, qui fit naître tant d'espérances en Pologne, agit, lui aussi, suivant les traditions de l'ancien ministère des Affaires étrangères, traditions que lui avait passées Talleyrand et dont il s'inspira plus d'une fois. Au lieu de reconstituer la Pologne, comme il le promettait, il ne voulut qu'en faire une escale française et une sentinelle avancée sur la route de Russie, et, en même temps, en tirer les nouveaux soldats dont il avait tant besoin.

Ainsi, ce fut donc une politique presque constamment intéressée que la France pratiqua à l'égard de la Pologne, mais bien loin de nous en indigner ou même de nous en étonner, il faut comprendre, au contraire, que cette politique est, pour l'avenir, le meilleur gage de concorde et d'union, car rien n'attache plus solidement que des intérêts communs. Toute politique, d'ailleurs, se fonde sur l'intérêt, car, avant tout, il faut vivre et il est des principes vitaux dont la France ne s'est jamais écartée. Et que sa diplomatie n'a cessé de démontrer, surtout au xviii^e siècle : la France ne saurait avoir une existence normale tant qu'il y a, au delà du Rhin, une puissance qui tend à l'hégémonie, elle ne peut pas accepter davantage, disait Choiseul, qu'un peuple, semi-asiatique, nouveau venu dans la famille européenne étende à toute l'Europe, ses appétits démesurés ; d'où la perpétuelle hostilité de ce ministre vis-à-vis de la Russie, son aide aux Confédérés de Bar, ses leçons au jeune roi de Suède et son alliance avec les Turcs auxquels il donne un de ses agents, le baron de Tott, pour fortifier les Dardanelles. Ainsi, grâce à ces trois Etats, ce n'est plus seulement l'Allemagne que la France veut encercler, mais aussi la Russie, car une inquiétude nouvelle est venue menacer l'Europe, depuis le xvi^e siècle.

La politique française a donc toujours cherché à s'appuyer sur la Pologne pour neutraliser un danger, soit germanique, soit moscovite, et cette attitude invariable de la diplomatie de l'ancien régime n'est-elle pas la meilleure preuve que la France a besoin de la Pologne ? La reconstitution d'une Pologne indépendante et forte ne correspond pas seulement, en France à un élan du cœur, à un enthousiasme passager, mais elle est une nécessité profonde, car, depuis qu'il n'y a plus de Pologne, « il n'y a plus d'Europe », c'est-à-dire, comme explique Sorel, que le système proprement « européen », système d'équilibre et de mesure, a complètement disparu, laissant la place à la convoitise brutale et au droit du plus fort. Ce « système » fut toujours celui de la France, elle l'a surtout pratiqué sans arrêt depuis François I^{er} et il a triomphé avec elle au traité de Westphalie. Conforme à son esprit et à ses mœurs, il est en même temps la condition

essentielle de son existence et de son développement ; il exige l'harmonie de toutes les nations et par conséquent la résurrection de la Pologne.

ANNE-MARIE GASZTOWTT.

L'Indépendance Américaine et les Polonais

Le 4 juillet 1917 restera une date à jamais mémorable dans l'histoire. Ce jour-là la France a célébré l'indépendance des Etats-Unis avec un éclat particulier : des soldats américains, venus d'outre-océan pour combattre l'Allemagne, la citadelle de l'autocratie, participèrent à la fête ; l'Angleterre, pour la première fois dans l'histoire, a pavisé ce jour-là en l'honneur de la république nord-américaine, son ancienne colonie ! Les Polonais qui, comme on le sait, comptent deux des leurs parmi les héros de l'indépendance américaine, Kościuszko et Pułaski, n'ont pas voulu laisser passer le jour qui rappelle, après d'un siècle et demi de distance, cet affranchissement de tout un peuple, sans donner aux Américains une marque de sympathies.

Déjà le 4 juillet 1876, lorsque les Etats-Unis célébraient le centième anniversaire de leur indépendance, les Polonais offrirent au général Grant, président d'alors, une médaille commémorative. L'événement mérite d'être rappelé. Pour fêter le centenaire et envoyer au nom de la Pologne une adresse au président des Etats-Unis, un comité se fonda à Paris. Faisaient partie de ce Comité : Charles Edmond Chojewski, homme de lettres connu et ex-bibliothécaire du Sénat, Alexandre Chodźko, écrivain et orientaliste célèbre, Casimir Gregorowicz, Casimir Żuliński et M. Edouard Goldstein qui vit encore. On décida de frapper une médaille commémorative. Notre éminent sculpteur Cyprien Godebski l'exécuta : elle représente d'un côté le portrait de Washington et de l'autre les effigies de Kościuszko et de Pułaski.

Le jour anniversaire le Comité a envoyé au président des Etats-Unis un télégramme de félicitations. « Nous ne saurions rester indifférents — s'exprimait-on — à la solennité qui rappelle à la génération présente le triomphe éclatant de la liberté dans le nouveau monde... » Comment pourrait-on, en effet, oublier à côté du nom immortel du fondateur de la république des Etats-Unis, Washington, deux noms polonais, ceux de ses héroïques frères d'armes : Kościuszko et Pułaski qui, tous deux, ainsi que Rochambeau et Lafayette, ont conquis sur les champs de bataille d'Amérique les grades de général ? Pułaski y trouva même la mort dans une charge héroïque contre les retranchements ennemis à Savannah, le 9 octobre 1779. « Nous fondons nos espérances — disait le télégramme du Comité Polonais — sur l'établissement universel des deux grands principes de la Liberté et de la Justice, pour lesquels la Pologne a combattu tant de fois. Nous en constatons la toute-puissance en vous, qui avez su en assurer la victoire et préparer ainsi le règne du droit dans le monde ! Et plus loin : « Puisse l'Europe réaliser à temps tout ce qu'il y a de fort et de pratique dans ces lois immortelles dictées par la conscience humaine, et destinées à détruire cet état anormal de la société, divisée en oppresseurs et en opprimés ! »

En l'absence de M. Washburne, ambassadeur d'alors des Etats-Unis à Paris, qui pour des raisons de santé était retenu à Carlsbad, M. R. R. Hitt, le premier secrétaire de la légation, a remercié au nom du président Grant le Comité Polonais de sa touchante marque de sympathie. C'est seulement le 12 octobre 1876, que M. Washburne, de retour à Paris, a reçu la délégation de la colonie polonaise de Paris. Cette délégation composée de dix membres a remis à l'ambassadeur l'adresse de félicitation inscrite sur un parchemin et la médaille commémorative dont nous avons parlé plus haut.

Lorsque le 4 juillet dernier la France a fêté avec enthousiasme les soldats américains qui à leur tour sont venus l'aider dans la lutte contre la tyrannie allemande, les Polonais voulaient profiter de l'instant favorable pour rappeler aux contemporains les deux héros polonais qui se sont illustrés dans les rangs de l'armée révolutionnaire américaine, et dont l'un a scellé de son sang son dévouement à la cause de la liberté et des droits de l'humanité.

Le 5 juillet, M. William Sharp, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique du Nord à Paris, a reçu dans son hôtel de l'avenue d'Eylau une dé-

légation composée de MM. Edouard Goldstein et Venceslas Gasztowtt, les seuls survivants de la délégation de 1876, accompagnés de M^{me} Noir de Korab. Cette délégation a remis à l'ambassadeur une copie de la médaille commémorative d'alors, et l'adresse suivante :

A. S. E. Monsieur l'Ambassadeur
des Etats-Unis d'Amérique.

Monsieur l'Ambassadeur,

A l'occasion de la fête nationale des Etats-Unis d'Amérique, les Polonais de France ont tenu à offrir au Président Wilson, défenseur de l'Indépendance des nations, un modeste, mais sincère témoignage de leur admiration et de leur gratitude.

C'est dans cette pensée que nous avons l'honneur de remettre à Votre Excellence, en la priant de vouloir bien le faire parvenir à la haute destination un exemplaire de la médaille frappée, lors du Centenaire de l'Indépendance américaine, à l'effigie de Washington et de ses deux frères d'armes, Kosciuszko et Pulaski.

Gardienne de l'Ordre mondial, votre République a accepté résolument la lutte pour le Droit et la Liberté. Dès lors, elle a jeté dans la balance son épée, son or, tout l'ensemble de ses inépuisables ressources et s'est dressée avec fierté contre les puissances d'oppression.

La Pologne, elle aussi, dans le cours de son histoire, a eu à lutter contre la force brutale et en particulier contre la barbarie teutonique. Elle en a été victime, et de sa chute, l'équilibre européen a été profondément atteint dans sa stabilité. Ce sera l'éternel honneur du Président Wilson d'avoir mis en pleine lumière l'importance de la question polonaise et de l'avoir portée devant le tribunal des Nations.

A cette heure, à l'heure décisive de l'humanité, les armées rangées sous les étoiles du drapeau des Etats-Unis s'apprêtent à traverser l'Atlantique pour venger le droit violé et abattre le militarisme conquérant. A vous donc, ô noble et magnanime pays, salut ! Et puisse la victoire libératrice assurer, d'une manière définitive, le régime du droit dans le monde.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de nos sentiments reconnaissants et profondément respectueux.

Les délégués ont prié M. Sharp de bien vouloir envoyer la médaille et l'adresse à M. le Président Wilson. M. Sharp a promis de se conformer au désir de nos compatriotes.

AUTOUR DU CONGRÈS DES MILITAIRES POLONAIS A PETROGRAD

Dans le n° 30 de *Polonia*, nous avons publié le texte de la résolution relative à la constitution d'une Armée Polonaise autonome en Russie, votée par le premier Congrès des Militaires Polonais à Petrograd.

Avant cette résolution furent exprimés respectivement les sentiments du Congrès à la Patrie, à l'Emigration et à la Démocratie russe. Nous les donnons aujourd'hui à nos lecteurs, tout en attirant leur attention sur le fait que ces résolutions furent votées le 6 juin, et que depuis des grands changements sont survenus dans la politique polonaise et mondiale.

1° Les sentiments envers la Patrie.

Au moment décisif de la guerre européenne, où les trois tronçons de la Pologne essayent par tous les moyens de réaliser le droit de notre peuple à l'unité et à l'indépendance, les délégués des Militaires-Polonais réunis pour la première fois en Congrès, expriment leur gratitude et leur reconnaissance au Conseil d'Etat provisoire d'avoir pris sur lui d'organiser le futur Etat polonais dans des conditions extrêmement difficiles et d'avoir défendu la nation polonaise contre les manœuvres des étrangers.

Reconnaissant que la politique polonaise ne peut être menée que par la nation, nous sommes prêts de lutter jusqu'au dernier souffle pour la défense du principe « unité et indépendance », commun à toute la nation polonaise.

2° A l'Emigration Polonaise.

Le Premier Congrès des Militaires Polonais à Petrograd estime que toute politique usurpatrice menée par les émigrations au nom de la Nation polonaise est nuisible à l'indépendance de la Pologne et que la politique polonaise ne peut être conduite que par le pays proprement dit.

Le Premier Congrès des Militaires Polonais en Russie estime que l'armée polonaise ne peut être formée à l'étranger qu'avec le consentement des pouvoirs reconnus comme tels par la Nation.

3° A la Démocratie Russe.

Le Premier Congrès général des délégués des Militaires Polonais, dispersés dans l'armée et dans la flotte russes, adresse son salut fraternel à la Démocratie révolutionnaire russe, qui, en proclamant sincèrement et sans arrière-pensée le droit de chaque peuple de disposer librement de son sort, a inscrit la première sur ses drapeaux le principe d'une Pologne indépendante et unifiée. Le Congrès déclare que les Militaires Polonais, fidèles à la tradition de leurs pères et de leurs grands-pères, appuieront de toute leur force la Démocratie Russe dans sa lutte pour les Droits de l'Homme et pour la liberté des peuples.

Avant de procéder au vote de ces résolutions, le Congrès se demanda s'il devait, oui ou non, prendre une décision au sujet de la constitution d'une armée polonaise en Russie.

L'immense majorité des délégués se prononça pour, mais les délégués de la « gauche », les adversaires acharnés d'une armée polonaise autonome, refusèrent de voter et quittèrent la salle des débats. Ils étaient au nombre de 79, dont 57 représentaient l'arrière, 13 le front et 9 étaient les délégués des Unions militaires polonaises provinciales (le nombre général des délégués au Congrès était de 342).

Alors sur la proposition de M. Mathieu Jamontt, on vota la résolution suivante :

« Le Congrès regrette profondément que les camarades de gauche, pour protester contre le vote de la création de l'armée polonaise en Russie, aient quitté la salle des débats, tandis qu'ils avaient à leur disposition bien d'autres moyens pour manifester leur opinion différente. Ils pouvaient, par exemple, déposer un *votum separatum* nominatif.

« Le Congrès regrette aussi que malgré toute une suite de concessions que leurs adversaires politiques leur ont faites, en refusant d'en faire de leur côté, ils ont peut-être empêché que l'accord se fasse.

« En constatant ce qui précède, le Congrès passe à l'ordre du jour. »

Cette résolution a été votée par l'unanimité sauf 13 abstentions.

Enfin nous donnons ici la traduction de la lettre que M. Kerensky, Ministre de la Guerre, adressa au Comité du Congrès, probablement sur l'inspiration de M. Lednicki.

« Monsieur le président,

« Je regrette infiniment qu'étant retenu pour des affaires urgentes au ministère de la guerre, je ne puis venir saluer le congrès personnellement.

« Je crois profondément que les représentants du peuple polonais, champion du droit et de la liberté, s'attendent à ce que la terrible lutte actuelle soit la dernière, et qu'après elle le clair soleil de la liberté se lèvera sur la Pologne si longtemps éprouvée. Je crois qu'en ce moment historique où la Russie, qui a rejeté le joug de l'autocratie et a conquis sa liberté, doit défendre la liberté et l'indépendance des peuples qui l'habitent, le peuple polonais et ses représentants dans les rangs de l'armée russe sauront réaliser côte à côte avec les autres peuples de la Russie le grand œuvre de la libération de leur patrie.

« Toutefois, j'estime que la délivrance de la Pologne par la Russie ne peut être accomplie que si l'organisme de l'armée russe n'est pas affaibli, qu'à la condition qu'aucune transformation intérieure ne détruise son unité, et que tous rempliront leurs devoirs de citoyens dans les rangs de l'armée révolutionnaire russe, comme ils l'ont fait jusqu'alors. Constituer des groupements nationaux au sein de l'armée russe aboutirait actuel-

lement à détruire sa puissance, et ce serait la perte de la Révolution, ainsi que celle de la liberté de la Russie, de la Pologne et des autres nationalités de l'empire. Je suis intimement persuadé que tous les libres citoyens du futur Etat polonais comprendront parfaitement leur devoir et emploieront tous leurs efforts à renforcer l'armée russe suivant les principes que j'ai indiqués plus haut : par là même, ils rapprocheront le jour tant désiré de la paix sur les bases fixées par la Révolution russe, et ils tiendront bien haut l'étendard révolutionnaire dont la devise est : Liberté, égalité et fraternité. »

« ALEXANDRE KERENSKY. »

LES LÉGIONNAIRES RÉFRACTAIRES AU SERMENT

sont internés dans un camp de discipline
Nombreuses perquisitions et arrestations

D'après le « *Glos* » (La Voix), organe austrophile de Varsovie, le fait qu'un si grand nombre de légionnaires ont refusé de prêter serment serait « le résultat d'un complot d'officiers ourdi à l'occasion de la fête patronymique de Piłsudski ». Le brigadier Piłsudski, créateur de la Légion, conjointement avec tous les membres de la gauche, s'est — il en a été fait mention — retiré du Conseil d'Etat provisoire.

Le « *Naprzód* » de Cracovie nous apprend qu'ont refusé le serment non seulement les régiments tout particulièrement attachés à Piłsudski, c'est-à-dire le 1^{er} et le 5^e, mais aussi les autres en grande partie, tels que le 4^e, placé sous l'influence du colonel Sikorski, chef de l'inspectorat d'enrôlement et austrophile avéré. A Zamrow où s'exerce l'appareil d'enrôlement du colonel Sikorski, d'après la statistique des assermentés, 14 militaires seulement se sont présentés le jour de la prestation du serment (9 juillet) bien que le chef de l'inspectorat lui-même se fût rendu sur les lieux.

Les légionnaires opposants ont été internés à Szczypiorna, sur la frontière ouest du Royaume. Il y a là un camp de prisonniers de guerre, qui a déjà servi de camp de discipline. (En 1916 y furent envoyés, à titre de punition, des ouvriers belges et des prisonniers français qui s'étaient révoltés.)

Cette affaire a produit en Pologne une impression foudroyante. Aussi le Conseil d'Etat provisoire s'est-il effrayé des conséquences de la formule de serment pour les légionnaires, à laquelle il avait consenti, et a adressé au général von Beseler une communication où, à propos de l'internement des légionnaires dans un camp de prisonniers de guerre, il fait ressortir « que les légionnaires constituent des formations volontaires, que l'obligation du serment militaire ne saurait leur être imposée, et que nul d'entre eux, pour ne s'être pas présenté à la prestation du serment, n'encourt aucune responsabilité. »

Notons encore qu'en connexion avec le refus des Légionnaires de prêter serment, les autorités allemandes ont procédé à de nombreuses perquisitions et arrestations à Varsovie, ainsi que dans beaucoup de villes de province dans la zone d'occupation allemande. On a perquisitionné entre autres chez le colonel Sosnkowski, ancien chef d'état-major de la première brigade, et on l'a privé de son passeport. En certains endroits, prévenus à temps de ces perquisitions et arrestations, plusieurs personnalités de marque ont réussi à fuir ou à se cacher. C'est ainsi, par exemple, que la police allemande n'a pas pu se saisir de M. Kasprzycki, président de l'« Organisation militaire polonaise », inspirée par le brigadier Piłsudski et la gauche socialiste, et observant la même attitude d'opposition.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Les Polonais en Russie, le Conseil d'Etat provisoire à Varsovie et la question de l'armée polonaise.

Comme on le sait, l'écrasante majorité de la nation polonaise, dans les trois tronçons, est contraire à la politique du Conseil d'Etat provisoire de Varsovie, basée sur la proclamation austro-allemande du 5 novembre 1916. Par contre le Conseil est appuyé par le Comité démocratique polonais de Petrograd, dont les inspirateurs sont MM. Lednicki, président de la Commission de liquidation des affaires polono-russes du Royaume, et le général Babiański. Ces deux personnalités depuis des dizaines d'années sont fixées hors de la Pologne, en Russie. Le Comité démocratique précité, d'après un télégramme à la « Frankfurter Zeitung », vient de publier une nouvelle proclamation dans laquelle il reconnaît le Conseil d'Etat provisoire de Varsovie comme gouvernement national qualifié pour diriger la politique polonaise, au nom du peuple polonais. Le Comité combat nettement le mouvement qui, parmi les militaires polonais en Russie, vise à créer une armée polonaise. A un congrès des militaires polonais à Petrograd, le mois dernier, le Comité démocratique a subi un échec complet. Les trois quarts des délégués se sont prononcés pour que soit constituée une force armée polonaise distincte, principe pour lequel se sont déclarés déjà précédemment le Club parlementaire polonais ainsi que le Comité national représentant la grande majorité des Polonais qui, par suite de l'occupation du Royaume par les Austro-Allemands, ont émigré en Russie.

La nouvelle proclamation du Comité démocratique démontre que cette organisation, en conformité de vues avec le Conseil d'Etat provisoire, a accentué la lutte contre le mouvement militaire polonais en Russie.

— Usurpations du Conseil d'Etat provisoire.

Le Conseil d'Etat provisoire de Varsovie, au sujet de l'armée polonaise a publié une proclamation dont voici les passages principaux :

« L'armée polonaise ne peut être employée que pour défendre la cause de la patrie, et qu'avec le consentement du Conseil d'Etat. A l'heure présente, le Conseil d'Etat ne veut pas jeter dans le tourbillon de la lutte les faibles contingents de son armée, et par là porter atteinte aux cadres de la future armée polonaise.

« Le Conseil d'Etat continuera ses travaux à l'effet d'appeler à la vie dans le plus bref délai possible une armée nationale et un gouvernement national — ces fondements primordiaux de l'indépendance d'un Etat. A titre d'unique représentation légale actuelle de l'Etat polonais, il va immédiatement — en vertu du projet, approuvé le 3 du présent mois — procéder à l'organisation des pouvoirs suprêmes nationaux polonais, auxquels il résignera sans retard ses fonctions.

« Toutefois, à titre d'autorité actuellement seule ayant qualité pour préciser l'attitude de la nation polonaise, à titre de gouvernement politique actuel de cette nation, le Conseil d'Etat déclare que la nation polonaise ayant le droit de décider de sa politique nationale et de son propre sort, ne veut pas attiser l'orgie des haines internationales, mais au contraire désire être un facteur de paix, agissant en faveur de la cessation des sanglantes luttes présentes et refuse à quiconque à l'étranger, en dehors des frontières de la Pologne, le droit de disposer du sang polonais.

« Tant que la nation elle-même, dans sa Diète

générale et libre, assemblée au Château royal de Varsovie, n'aura pas pris en mains le pouvoir suprême, seuls les organes provisoires du gouvernement polonais en fonctions en Pologne et dans la capitale de la Pologne, ont le droit et le devoir de guider la nation vers le but désiré par tous. »

Nous avons souligné les passages qui mettent tout particulièrement en relief les tendances usurpatrices du Conseil d'Etat provisoire. Comme on le sait, le Conseil d'Etat n'a l'appui que des quelques cercles, peu nombreux, qui continuent à le soutenir, malgré que la formule de serment pour les légionnaires, contenant la promesse de conserver la fraternité d'armes avec les armées de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de leurs alliés, eût dû pourtant leur ouvrir les yeux. La presque totalité de la nation polonaise est incontestablement contraire aux usurpations du Conseil d'Etat. On sait que le Club politique des Partis du Royaume de Pologne, tout récemment dans un manifeste au public, a refusé au Conseil d'Etat le droit de parler à titre de gouvernement polonais, au nom de la nation polonaise dont — comme s'exprime le manifeste — ce Conseil de par sa genèse n'a jamais été le représentant de la volonté collective, et l'est à plus forte raison encore moins aujourd'hui que, par suite de la démission des membres de la gauche, il a revêtu un caractère absolument unilatéral. De même en Galicie ne se solidarisent avec la politique du Conseil d'Etat provisoire qu'une petite partie de l'opinion, et en Pologne prussienne que quelques personnalités à peine.

La proclamation du Conseil d'Etat provisoire, refusant à quiconque à l'étranger, en dehors des frontières de la Pologne, le droit de disposer du sang polonais, est dirigée contre le mouvement à l'effet de former une armée polonaise en Russie, et, à l'aide des Polonais d'Amérique, chez les alliés d'occident. Seulement il n'est pas à craindre que les dirigeants de ce mouvement ne prennent trop au sérieux les « prohibitions » usurpatrices du Conseil d'Etat provisoire.

— Des espions allemands découverts dans la Légion du Royaume de Pologne.

Le « Naprzód » (En Avant) de Cracovie annonce que dans un de leurs détachements varsoviens les légionnaires ont découvert un groupe « d'individus suspects qui se sont engagés dans l'armée polonaise » et dont il cite les noms. Parmi les sept personnages démasqués se trouvent un agent de la police criminelle, un soldat de la 3^e division de la garde allemande, etc. Pendant la perquisition faite par les légionnaires, on a trouvé des notes cousues dans les habits des individus arrêtés et l'interrogatoire a confirmé le bien-fondé des soupçons. Un de ces « volontaires indésirables » aurait été poussé à s'engager comme recrue, par un certain Moll, aspirant-officier (offizierstellvertreter) qui lui aurait donné en même temps un acompte de 250 marks.

Le « Naprzód », dont l'article consacré à cet incident a été en majeure partie supprimé par la censure, suppose que les volontaires de ce genre doivent être nombreux dans la Légion, puisque « la vigilance des soldats polonais a réussi à en démasquer jusqu'à sept dans le même endroit ».

— Les Allemands interdisent l'emploi du polonais dans une des administrations officielles de Varsovie.

Il y a quelques semaines, les journaux polonais reproduisaient la stupéfiante nouvelle selon laquelle M. von Glasenapp, président de la police allemande de Varsovie, avait publié une ordonnance interdisant aux employés de ses bureaux de causer entre eux en polonais, pendant les heures de service.

Actuellement, on annonce de Varsovie aux

journaux de Cracovie que M. von Glasenapp vient de rappeler cette ordonnance à ses employés et qu'il l'a même aggravée en annonçant que tout employé qui se servirait du polonais dans les bureaux serait immédiatement licencié.

— Pourquoi on a arrêté le général Piłsudski. C'est la grande majorité des légionnaires qui a refusé de prêter serment. Le Conseil d'Etat provisoire essaye de sortir de l'impasse.

L'agence Wolff annonce que l'ancien général de brigade Piłsudski a été arrêté à Varsovie : « la cause directe en est que Piłsudski s'était servi, pour passer la frontière, d'un faux sauf-conduit ».

Il convient de constater que la cause indirecte ou plutôt réelle de l'arrestation a été le refus des légionnaires de prêter serment selon la formule qui contenait la promesse de conserver la fraternité d'armes avec les ennemis de l'Allemagne, de l'Autriche et de leurs alliés. L'ancien général de brigade Piłsudski, créateur de la Légion, est considéré par l'Allemagne comme l'âme de cette résistance à la prestation du serment.

Selon les dernières nouvelles, c'est la grande majorité des légionnaires qui a refusé d'obéir, à savoir — d'après le Kuryer Lwowski (Courrier de Lwów) — les 1^{er}, 4^e, 5^e et 6^e régiments d'infanterie, le 1^{er} régiment de uhlans et le 1^{er} régiment d'artillerie, en entier, ainsi qu'une partie des 2^e et 3^e régiments d'infanterie et du 2^e régiment de uhlans.

Le Conseil d'Etat provisoire voyant que sa politique a complètement échoué aux yeux de la population polonaise s'efforce d'accélérer l'action tendant à remettre ses fonctions entre les mains d'un nouveau corps qui, par sa composition, répondrait mieux à l'opinion publique polonaise et délivrerait le Conseil d'Etat provisoire d'une situation sans issue.

LIVRES NOUVEAUX

L'effort vital de la Pologne contemporaine, par M. NOIR et Z.-L. ZALESKI. Préface de Charles Richet. Librairie Fischbacher, 33, rue de Seine. Prix : 1 franc.

A la veille de voir la Pologne reprendre sa place dans le concert des nations, on peut se demander si ce peuple au passé glorieux n'a pas démerité de ses vertus, si son long martyre n'a pas entravé le développement de ses forces intellectuelles et sociales et s'il ne retarde pas en un mot sur l'évolution générale de l'Europe. Les auteurs de cette petite brochure répondent à cette question qui étreint en ce moment tous les cœurs qui battent pour la Pologne.

A l'aide d'une documentation très riche et très serrée MM. Noir et Zaleski prouvent que bien loin d'être déchue la Pologne divisée a encore « intensifié et élargi » la faculté d'assimilation qui lui est propre. Aucune des préoccupations modernes ne lui est restée étrangère. Moralement, forte de sa valeur nationale qu'elle a conservée intacte, « elle s'est enrichie dans le combat de nouvelles énergies ». Elle a exprimé par son travail dans tous les domaines où se manifeste l'activité du monde civilisé, vie scientifique, artistique, politique, administrative, industrielle et commerciale, une vitalité vraiment admirable. Elle a « recréé sa vie nationale » et s'atteste prête à rentrer dans la vie commune des nations indépendantes. Comme le dit M. Charles Richet dans la belle préface qu'il a consacré à ce petit livre, la « Pologne, disloquée, démembrée, écartelée par trois voraces empires... a donné un magnifique exemple d'héroïsme ; et non pas seulement de cet héroïsme brillant qui éclate sur les champs de bataille, mais cet héroïsme incessant, obscur, anonyme, qui s'affirme à toutes les heures de la vie, aussi bien chez les grands que chez les petits dans toutes les classes de la population... elle a voulu rester une nation et elle a réussi. » Que ceux qui douteraient encore de l'importance du rôle que la Pologne est appelée à jouer dans la nouvelle Europe lisent la brochure de MM. Noir et Zaleski, ils se convaincront qu'il est non seulement du devoir mais de l'intérêt des Alliés de contribuer de toutes leurs forces à sa restauration.

En Allemagne une Révolution est-elle possible ? par MARIUS-ARY LEBLOND. Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghens, Paris. Prix : 1 franc.

Les auteurs de « La Pologne Vivante » viennent de poser

un questionnaire, auquel les événements récents du Reichstag donnent un haut caractère d'actualité, pour savoir si une révolution est possible en Allemagne.

A cette question ont répondu les principales notabilités du monde politique et littéraire, notamment : MM. Maurice Barrès, Pierre Mille, Romain Rolland, J.-H. Rosny Aîné, Wacław Sieroszewski, Henri Welschinger, l'Abbé Wetterlé, etc., etc.

La conclusion de la réponse faite par M. Wacław Sieroszewski semble devoir résumer l'esprit de cette enquête : « Pour un Français le programme est le point de départ d'une action. Il lui faut l'accord entre l'idée et l'action, l'harmonie entre le programme et la tactique... Rien de semblable pour les Allemands. Il suffit de voir leurs assemblées. Ils font de beaux gestes, proclament la révolution sociale, puis... vont la face tranquille, l'œil serein, commander un bock pour y noyer les menaces de tout à l'heure, et, appesantis doucement par le breuvage doré, ils répètent, avec un soupir : « Le programme et la tactique ça fait deux ! »

« Nous autres Polonais qui, pour reconquérir notre indépendance politique, sommes forcés d'examiner attentivement toutes les conditions favorables ou non dans lesquelles notre lutte prochaine pourrait se poursuivre, nous comptons le moins sur une révolution en Allemagne... »

Il y a fort à parier, en effet, que ce n'est pas Michel lui-même qui débarrassera l'Europe du cauchemar pangermaniste.

LUCE CHARPENTIER.

COMITÉ DE SECOURS aux Blessés Polonais de l'Armée Française

Le Comité de Secours aux blessés Polonais vient de nous communiquer son compte rendu, depuis le début de sa création jusqu'au 1^{er} août 1917.

Le Comité a reçu en espèces :

Novembre 1914	1	personne...	Fr.	10	»
Décembre	10	personnes...	—	489	»
Janvier 1915	27	—	—	465	»
Février	33	—	—	1.193	05
Mars	38	—	—	415	70
Avril	43	—	—	203	»
Mai	20	—	—	1.573	35
Juin	34	—	—	1.586	20
Juillet	21	—	—	496	30
Avril	18	—	—	597	30
Septembre	28	—	—	302	»
Octobre	19	—	—	194	75
Novembre	33	—	—	668	50
Décembre	38	—	—	395	85
Janvier 1916	38	—	—	492	80
Février	43	—	—	616	55
Mars	38	—	—	1.130	90
Avril	30	—	—	522	75
Mai	27	—	—	3.049	30
Juin	20	—	—	887	90
Juillet	33	—	—	1.173	»
Avril	45	—	—	1.282	55
Septembre	31	—	—	555	50
Octobre	35	—	—	975	50
Novembre	52	—	—	1.516	45
Décembre	62	—	—	1.503	30
Janvier 1917	18	—	—	622	30
Février	19	—	—	467	50
Mars	20	—	—	807	50
Avril	42	—	—	1.027	30
Mai	24	—	—	668	»
Juin	21	—	—	912	»
Juillet	21	—	—	992	95

Total des dons en espèces reçus depuis le début de la fondation du Comité jusqu'au 31 juillet 1917, **27.794 fr.**, dont **11.330 fr. 75** pour l'année depuis le dernier compte rendu.

Nous avons à relever les dons particulièrement généreux reçus de M. Jean de Reszke, le président du Comité, M^{me} Jean de Reszke, M. le comte Michel Tyszkiewicz, M. W. Hilliers de Londres, M. le prince A. Sapieha, MM. René et Carabec Picado de Costa-Rica, M. Maurice Flaum, M. le comte Benoît Tyszkiewicz, M^{lle} E. Gaskell, M^{me} Sh. Philipps, M. H. Styczyński, M. le comte Stanislas Grabowski, M^{me} la comtesse E. Sobanska, M^{me} Wanda Choiniska, M. le colonel X., M. H. Spilrein, M^{me} K. Z. S., la Chambre Syndicale des Propriétés Immobilières de Paris, M. et M^{me} Lapauze, M. Stanislas Silberstein, M. Alexandre Znamigocki de New-York, M. Ignace Hegner et M. Joseph Lipkowski (bénéfice de sa conférence à Nice).

Dans le même délai de temps, le Comité de Secours aux Blessés a distribué des secours en espèces.

Décembre 1914	5	soldats...	Fr.	50	»
Janvier 1915	12	—	—	142	»
Février	9	—	—	130	»
Mars	9	—	—	125	»
Avril	16	—	—	190	»
Mai	60	—	—	635	»
Juin	69	—	—	815	30
Juillet	126	—	—	1.290	»
Avril	107	—	—	1.115	10
Septembre	58	—	—	536	90
Octobre	80	—	—	877	75
Novembre	74	—	—	739	50
Décembre	93	—	—	953	75
Janvier 1916	112	—	—	1.089	55
Février	71	—	—	608	65
Mars	69	—	—	884	50
Avril	64	—	—	544	30
Mai	66	—	—	690	80
Juin	132	—	—	1.073	70
Juillet	160	—	—	1.272	60
Avril	132	—	—	1.505	50
Septembre	128	—	—	1.167	80
Octobre	120	—	—	1.011	80
Novembre	87	—	—	751	»
Décembre	241	—	—	1.772	30
Janvier 1917	127	—	—	1.075	»
Février	103	—	—	895	50
Mars	102	—	—	892	85
Avril	146	—	—	1.347	25
Mai	108	—	—	1.094	50
Juin	108	—	—	1.024	50
Juillet	132	—	—	1.193	50

Total des secours **27.492 fr. 90** distribués à **2.926** soldats, depuis la fondation du Comité, dont **13.728 fr. 50** distribués à **1.534** soldats, l'année dernière.

Le 1^{er} août 1917, le Comité avait en caisse la somme de **301 fr. 10**, et la moyenne de secours accordés ne dépassait pas la somme de **8 fr. 90** (en 1916, **9 fr. 90**).

En plus des secours en espèces le Comité des Blessés distribue des dons en nature qu'on lui fait parvenir pour les soldats.

L'œuvre de Secours aux Blessés Polonais s'occupe en général de tous les soldats polonais de l'Armée française, qui n'ont pas de famille ou dont la famille est éloignée. Aux soldats réformés, elle fournit des vêtements civils et leur trouve une occupation ; aux permissionnaires elle donne l'hébergement ; à ceux qui sont prisonniers en Allemagne elle envoie des paquets de vivres, mais surtout elle vient en aide aux mutilés de la guerre et s'efforce de ne pas oublier le concours moral en distribuant aux soldats des périodiques et des livres et en leur apportant un réconfort en cas de besoin.

Les devoirs du Comité ne diminuent pas. Il a envoyé dans cette dernière année à plus de 1.000 volontaires le certificat de nationalité polonaise, nécessaire pour les mutations et pour l'obtention d'une permission pour la France, si le militaire en question se trouvait au Maroc ou en Algérie. Le Comité a réussi à faire héberger plus de 400 militaires. Il a placé et habillé près de 40 volontaires réformés. Un volontaire a été placé pendant quinze mois dans une famille polonaise en province où pendant son séjour il s'est rétabli complètement, pour apprendre ensuite le métier de chauffeur avec l'aide pécuniaire de cette famille. Un étudiant réformé a obtenu grâce à l'intervention du Comité un secours du gouvernement et du Comité « Pro Polonia » pour continuer ses études. Le Comité a aidé un de nos volontaires, aveugle de la guerre, à prendre des leçons de piano nécessaires pour son métier d'accordeur.

Il est venu en aide à une dizaine de femmes de nos volontaires. Cinq légionnaires polonais, internés après l'expiration de leur engagement dans des camps de concentration comme sujets ennemis, ont été libérés grâce à l'intervention du Comité. Bien d'autres services ont été rendus par le Comité.

En général le nombre des offrandes a beaucoup diminué, et c'est seulement grâce à la générosité de quelques-uns de nos compatriotes, qui versent régulièrement dans la caisse du Comité des sommes importantes, que nous avons pu ne pas faillir à notre tâche. Nous faisons appel à la générosité de tous nos compatriotes, les priant d'appuyer notre Comité, car la guerre se prolonge et presque tous nos volontaires ont leur famille en Pologne envahie. Surtout au moment de la création d'une armée polonaise en France, l'effort commun de nos compatriotes est plus que jamais nécessaire pour subvenir aux besoins les plus élémentaires de ces vaillants défenseurs de notre liberté.

Le Comité de Secours aux Blessés Polonais

est présidé par M. Jean de Reszke et par les Membres du Comité : M^{me} la Duchesse d'Uzès, M^{me} Jean de Reszke, M^{me} la Baronne Gustave de Taube et MM. Jean Chelminski, Ladislav Cieszkowski, Alexandre Schurr, Charles de Smolski, le Comte Jean Tarnowski, J. Dereziński et V. Gasiorowski. Tous les dons sont reçus à l'Administration de la revue *Polonia*, 3 bis, rue de La Bruyère, contre une quittance à souche et ils sont publiés successivement dans les colonnes de la revue *Polonia*.

LA PREMIÈRE LÉGION POLONAISE

« Le Journal des Débats » du 23 juillet publie l'article suivant :

Une légion polonaise, qui semble devoir prendre les proportions d'une armée, se forme pour venir, sur le front français, prendre part à la grande lutte. Notre état-major lui assignera son rôle dans les opérations militaires, mais elle aura ses signes distinctifs et elle se battra sous son drapeau national, à l'aigle blanc sur fond amarante.

En concourant à la libération de notre sol, c'est la cause de la Pologne qu'elle servira aussi, de la Pologne qui, après de si longues épreuves, a connu le suprême malheur de l'occupation par les troupes des empires complices, mais qui, n'ayant jamais perdu la foi en ses destinées, tressaille à la pensée de sa résurrection.

L'histoire, si d'autres dénouements des événements qui se déroulent peuvent être attendus, a parfois des recommencements presque pareils. N'est-ce pas dans des circonstances analogues que se constitua, en France, la première Légion polonaise ? C'était en 1796 ; la Pologne était démembrée et râlat sous le joug étranger. Cependant, tout accablée qu'elle fût, elle se sentait encore une âme. Un homme, qui avait été un héros de la grande insurrection et le principal lieutenant de Kościuszko, le général Dąbrowski, se tourna vers la France. Il fit appel à ses compatriotes disséminés et, comme lui, exilés, et cet appel les organisateurs de la Légion de 1917 n'ont eu qu'à en reprendre les termes : « Polonais, s'écriait-il, l'espérance nous rallie ! La France combat pour la cause des nations : tâchons d'affaiblir ses ennemis. Attendons de meilleures destinées pour notre pays ; rangeons-nous sous ses drapeaux ; ils sont ceux de l'honneur et de la victoire... Venez, compagnons, les trophées de la République française nous promettent nos justes réparations. C'est par elle, c'est par ses alliés que nous reverrons avec joie les foyers chers que nous avons abandonnés avec des larmes ! »

Dąbrowski s'adressait au Directoire et, dans le mémoire qu'il lui présentait, il y a encore de sérieuses rencontres avec les vœux et les desseins des patriotes polonais d'aujourd'hui. Il faisait ressortir que, tout en prenant rang dans l'armée de la République, la Légion servirait de noyau et de pépinière à une armée nationale polonaise. « Elle appellera à elle, disait-il, par le seul fait de son existence, les émigrés et les déserteurs polonais enrôlés par force dans les troupes autrichiennes. » L'appoint qu'offrait Dąbrowski parut important, et la Légion fut créée, malgré les difficultés objectées à l'emploi des troupes étrangères par la Constitution de l'an III. Ces difficultés furent ingénieusement tournées, et cette première phalange servit en Italie, où, par son attitude, elle gagna rapidement l'intérêt de Bonaparte. Un an plus tard, une seconde Légion réunissait quelques milliers d'hommes, commandés par Kniaziewicz, un autre défenseur de sa patrie agonisante, celui-là dont la tombe, au cimetière de Montmorency, est, chaque année, l'objet d'un pèlerinage. Puis les deux corps furent fondus en un seul, qui eut son dépôt à Marseille. L'uniforme était bleu, à parements rouges, et la coiffure comportait le bonnet polonais. Bonaparte, revenant d'Egypte, se souvenait des légions qu'il avait vues intrépides sous le feu : « Dites à vos braves, écrivait-il à leurs chefs, qu'ils sont toujours présents à ma pensée, et que je serai toujours leur ami et leur camarade. » Il devait se souvenir d'eux, en effet, en organisant des régiments polonais d'infanterie et de cavalerie, et, empereur, en faisant entrer dans sa garde des escadrons de cheval-légers lanciers. Comptant sur la bravoure et le dévouement de ses Polonais, il leur demandait parfois ce qui semblait l'impossible, comme à la fameuse charge de Somo-Sierra. Mais il ne s'agit ici que des premières troupes polonaises qui, en accomplissant en Italie les missions dont elles avaient la charge avec une vaillance toujours égale, semblaient demander, selon le mot d'un contemporain, « si elles étaient dignes d'avoir une patrie ». A Terracine, autour de Rome, à la Trebbia, à Mantoue, elles chantaient gravement leur hymne national en se jetant dans l'action. Si loin de leur pays, c'était toujours à lui qu'elles pensaient. Le général Thiébaud appelait Dąbrowski et Kniaziewicz des héros de légende. Il avait vu Dąbrowski prendre la forteresse d'Onorato avec trente hommes et Kniaziewicz, à Magliano, enfoncer un corps d'armée napolitain avec trois cents cavaliers.

La nouvelle Légion polonaise retrouvera ces traditions de ses anciens, déjà renouvelées par les volontaires qui, dès

le début de la guerre, composaient presque entièrement un de nos régiments étrangers, et chaque pas en avant qu'elle fera avec nos troupes la rapprochera de la réalisation du grand rêve d'un peuple qui, opprimé, morcelé, spolié, n'a jamais cessé pourtant de vouloir être une nation.

PAUL GINISTY.

Notre éminent compatriote, l'illustre artiste peintre, M. Jean Styka nous envoie à ce sujet la réponse suivante :

POLONAIS !

Pour la sainte cause des peuples, toujours !
Pour les autocrates, jamais !

Telle doit être notre devise, telle notre conviction, tirée des leçons d'histoire que nous avons vécu.

Quand Kościuszko et Pułaski ont traversé l'Océan pour s'enrôler sous le drapeau de Washington ils servirent une juste cause.

Quand le même Kościuszko a soulevé la guerre de l'indépendance de la Pologne, en 1794, pour délivrer son peuple du joug ennemi, il a servi une sainte cause.

Quand, en 1848, les généraux Bem et Dembiński sont allés en Hongrie pour délivrer ce peuple du joug autrichien, ils ont obéi à une noble idée.

Quand nos volontaires se sont groupés sous le drapeau de Garibaldi pour *Unita Italia*, ils ont servi la même cause.

Quand nos légions se sont formées sous Bonaparte, ils ont encore suivi la même idée et l'appel du général Dąbrowski le prouve :

« Polonais, s'écriait-il, l'espérance nous rallie ! La France combat pour la cause des nations ; tâchons d'affaiblir ses ennemis. Attendons de meilleures destinées pour notre pays ; rangeons-nous sous ses drapeaux ; ils sont ceux de l'honneur et de la victoire. »

Mais quand nos légions se sont mises au service de l'autocrate, qu'était devenu Napoléon I^{er}, leur rôle changea immédiatement — ils furent alors des « landsknechts » qui se battent sans conviction, même contre les plus innocents des peuples, qui n'ont jamais été leurs ennemis.

Voici ce que chaque Polonais, qui représente en sa personne une nation opprimée, doit avoir comme devise : Pour la liberté, pour la nôtre et la vôtre !

Voilà pourquoi il doit se tenir toujours du côté de la démocratie, ne jamais suivre les autocrates dans leurs desseins même s'ils portent le nom glorieux de Napoléon.

Nous avons appris à connaître ce grand « comédiant, tragediant » qui nous enflamma par ses déclamations sur les champs de bataille, mais qui nous ignora dans ses écrits diplomatiques.

Quand on suit une noble idée, on reste toujours héros, même vaincu, voyez Léonidas, Kościuszko, Albert I^{er}, mais quand l'idée pour laquelle on se bat est boiteuse, on reste malgré les batailles gagnées un goujat.

La voix qui vous appelle vers l'indépendance de votre patrie, c'est la voix des peuples qui défendent eux-mêmes leurs droits, elle ne pourra pas être trompeuse.

A l'heure présente l'honneur et la victoire sont à eux, aux Alliés, et votre place, ô Polonais, est à leurs côtés !

JAN STYKA

L'Oppression allemande en Pologne

Des nouvelles angoissantes nous arrivent de Pologne. On s'est battu dans les rues de Varsovie. L'arrestation du général Piłsudski, désormais certaine, car nous n'y voulions pas croire, a provoqué à Varsovie une formidable émeute, que les troupes allemandes ont eu grand-peine à réprimer. La foule a voulu s'emparer du local où siège le Conseil d'Etat polonais, elle brisa toutes les vitres et se livra également à des démonstrations contre les journaux germanophiles qui paraissent à Varsovie en langue polonaise comme « Głos Stolicy » (La Voix de la Capitale) ou « Goniec Poranny » (le Messager du Matin). De nombreux tués et blessés sont signalés à la suite du conflit qui s'est produit entre les manifestants et la force armée.

Le régime de terreur règne à Varsovie à

l'heure actuelle. Les Allemands se repentent amèrement de l'acte du 5 novembre 1916 par lequel ils ont octroyé à la Pologne russe un semblant d'indépendance. La main de fer germanique se fait sentir en Pologne au moment où en Allemagne la couronne promet le suffrage universel, au moment où on parle à Berlin de l'« orientation nouvelle » et de la fameuse « parlamentarisation ». Quelle honteuse comédie !

La cause principale de la crise a été le décret sur les enrôlements et la formule de serment pour les légionnaires, rédigés à la suite d'un compromis entre les autorités d'occupation et le Conseil d'Etat. Comme on le sait, les partis représentant la majorité du Royaume de Pologne, et groupés autour du « Club Politique des Partis », n'appartiennent pas au Conseil d'Etat. En outre, six des membres de la gauche du Conseil : MM. Jankowski, Sliwiński, Stolarski, Dzierżbicki, Kunowski et Piłsudski se sont retirés dans ces derniers temps. Le nombre des membres du Conseil d'Etat est ainsi réduit à 19 sur 25 qu'il comptait au début, et par conséquent son autorité a diminué considérablement.

La fameuse formule de serment associait la cause polonaise aux destinées militaires des Empires Centraux, car les légionnaires devaient jurer « de conserver dans la guerre actuelle la fraternité d'armes avec les armées de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et des Etats alliés avec elles... » Les légionnaires, inspirés par le général Piłsudski et par M. Kasprzycki, président de l'« Organisation militaire polonaise », refusèrent de prêter serment. Le « Naprzód », organe socialiste de Cracovie, nous apprend que le serment a été refusé non seulement par les régiments tout particulièrement attachés au général Piłsudski, comme le 1^{er} et le 5^e, mais aussi par les autres, tels que le 4^e, placé sous l'influence du colonel Sikorski, chef de l'inspectorat d'enrôlement et austrophile avéré. Le « Kurier Lwowski » annonce qu'à part les régiments déjà cités, une partie des 2^e et 3^e d'infanterie, le 6^e tout entier, ainsi que le 1^{er} uhlands et le 1^{er} d'artillerie ont refusé d'obéir et n'ont pas prêté serment.

Le gouverneur von Beseler a alors arrêté les légionnaires opposants et les a fait interner au camp des prisonniers à Szczypiorna sur la frontière occidentale du Royaume. Il a fait arrêter aussi le général Piłsudski et Venceslas Sieroszewski, l'écrivain polonais bien connu, et les a fait interner en Allemagne. On annonce aussi l'arrestation du colonel Sikorski, mais cette nouvelle nous paraît bien improbable.

Une véritable révolte militaire contre les autorités d'occupation a donc éclaté en Pologne. Ces événements ont provoqué une émotion considérable. Pendant que le Conseil d'Etat, effrayé des conséquences de sa politique, se bornait à faire parvenir au général von Beseler une vague protestation où il faisait ressortir « que les légionnaires constituant des formations volontaires, le serment militaire ne saurait leur être imposé », la population varsoivienne se livrait à des manifestations infiniment plus énergiques, dont nous avons parlé plus haut. Von Beseler a répondu que Piłsudski a été justement arrêté, car il avait manifesté des sympathies pour la Russie et avait voulu faire de l'armée polonaise une organisation secrète. D'après l'Agence Wolff, le général de brigade Piłsudski a été arrêté parce qu'il s'était servi, pour passer la frontière, d'un faux sauf-conduit.

La « Vossische Zeitung » donne les détails suivants sur la personnalité du chef polonais et sur ce dont le gouvernement allemand l'accuse : « Joseph Piłsudski, qui se distingua déjà comme un conspirateur contre la Russie, avait autrefois comme tel fondé en Pologne une asso-

ciation secrète qui fournit plus tard la plus grande partie de ses membres aux légions polonaises. Il aurait pu devenir pour la Pologne un homme politique de grande valeur s'il avait pu sortir de sa peau de conspirateur. N'ayant pu le faire, il créa, à côté des légions officielles, qu'il n'a d'ailleurs jamais conduites militairement, bien qu'on lui ait donné le titre d'honneur de « brigadier », toute une catégorie de légions clandestines qui s'engageaient vis-à-vis de lui personnellement. On le laissa faire avec indulgence ; mais peu à peu, il devint une sorte de personnage comique. Cependant, ces derniers jours, les choses prirent une tournure plus sérieuse. Il avait d'abord donné son consentement à la formule du serment pour les légionnaires polonais, formule rédigée par le gouvernement provisoire polonais et les autorités des puissances centrales. Mais la révolution russe changea complètement sa manière de voir. Il avait été d'ailleurs en 1905 un organisateur de soulèvements révolutionnaires. Il combattit donc le serment de fidélité en faveur du futur roi de Pologne, parce qu'il désirait pour son pays la république et non la monarchie ; il ne voulut en outre plus rien savoir de la fraternité d'armes de la Pologne avec les puissances centrales. Comme Piłsudski avait de nombreux partisans parmi les légionnaires, la conséquence en fut des scènes regrettables lors de la prestation du serment. »

A travers ces explications haineuses on devine l'acuité du conflit qui existe entre les Polonais indépendants, qui sont en majorité, et les autorités austro-allemandes qui ne peuvent dominer que par la contrainte. Visiblement, l'insuccès de la politique allemande en Pologne ennuie beaucoup les dirigeants de Berlin. Von Beseler a été mandé par dépêche à la capitale prussienne. D'autre part la « Frankfurter Zeitung » annonce que M. Helfferich, secrétaire d'Etat, accompagné de M. Lewald, directeur au Ministère de l'Intérieur, et de M. Hatzfeld, rapporteur des affaires polonaises au ministère des affaires étrangères, doivent se rendre incessamment à Varsovie afin de se rendre compte de la situation en Pologne. Cette Mission procédera probablement à l'installation du nouveau cabinet polonais, qui remplacera le Conseil d'Etat.

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

COMITÉ DE SECOURS POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE EN POLOGNE

Vingt et unième liste des dons reçus par l'Administration de la revue **Polonia** :

MM. Stefan Kniat, 5 fr. ; — Thomas Niwiński, de Troyes, 40 fr. ; — Ladislas Cieszkowski, 10 fr.
Total de la vingt et unième liste : 55 francs.
Total des vingt et une listes : 21.577 fr. 10, entièrement versés par la revue **Polonia** dans la caisse du Comité général à Vevey

On peut se procurer à l'administration de la revue **POLONIA** :

- 1) **Un Manuel de la langue Polonaise à l'usage des Français**, broché, 3 fr. 50 ; franco, 3 fr. 90 ; relié, 5 fr. ; franco, 5 fr. 40.
- 2) **Album des Polonais dans l'Armée Française**, 4 fr. ; franco, 4 fr. 50.
- 3) **La France et la Pologne à travers les siècles**, prix 5 fr. ; franco, 5 fr. 50 ; étranger, 6 fr.
- 4) **Insigne polonais en émail avec l'aigle blanc**, franco, 3 fr. ; étranger, 3 fr. 50.
- 5) **Epingle en émail**, franco, 2 fr. 50 ; étranger, 3 fr.
- 6) **Cartes nationales polonaises diverses**, la douzaine, 1 fr. ; franco, 1 fr. 25.
- 7) **Timbre de propagande avec l'aigle polonais**, le cent, 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 65.
- 8) **La France pour la Pologne (enquête)**, 4 fr., franco, 3 fr. 50.

ZIEMIE POLSKIE

Pod Tarnopolem i nad Prutem szereg ostrych starć, z niepomysłnym dla wojsk rosyjskich wynikiem. Atak austroniemiecki słabnie.

— Polskie zrzeszenie demokratyczne na Rusi.

W Kijowie powstaje nowa polska organizacja społeczna p. n. « Polskie Zrzeszenie Demokratyczne na Rusi ». Organizacja ta ma zamiar skupić żywioły demokratyczne pod hasłami: zjednoczenia ziem polskich, popierania dążeń społecznych pracujących warstw polskich, zgodnego współżycia z innymi narodowościami i czynnej współpracy z rosyjskimi żywiołami demokratycznymi.

— Zjazd oficjalistów rolnych.

W Kijowie rozpoczął obrady zjazd oficjalistów, pracujących w rolnictwie i przemyśle rolnym. Zjazdowi przewodniczy dr. A. Tarnawski. W zjeździe bierze udział około 100 delegatów oddziałów Związku zawodowego oficjalistów.

— Uznanie matur polskich.

Rada profesorów instytutu handlowego w Kijowie postanowiła uznawać matury szkół polskich na równi z maturami szkół rosyjskich.

— Cenzurowanie książek polskich.

« Wiadomości Polityczne » podają następujący dokument, świadczący o tem, w jaki sposób w okupacji niemieckiej przeprowadzają cenzurę szkolną. Odnośny list, noszący następujący nagłówek:

Lodz, den 16. April 1917.

Kaiserlich Deutsche Polizei.

Praesidium Lodz.

Schulabteilung G.

Nr. 2024/17 X. A.

brzmi w tłumaczeniu polskim:

Do dnia 20 maja r. b. ma być podany wykaz tych książek (elementarze, książki do czytania, kajety rachunkowe, środki pomocnicze dla przedmiotów językowych i realnych, książki realne, historia biblijna, katechizm etc.), nabyte których żądane jest od dzieci lub zostało im zalecone. Dla każdej książki należy podać: tytuł, autora, nakład i cenę.

Nowe książki dla uczniów mogą być w przyszłości użyte w szkole tylko za pozwoleniem.

I. V. (w zast.)

(—) Sakobielski.

— Kursy dla wykształcenia polskich urzędników medycznych.

W tych dniach odbyła się w Uniwersytecie warszawskim uroczystość otwarcia kursów dla wykształcenia polskich urzędników medycznych. Na uroczystości byli obecni przedstawiciele władz niemieckich i austriackich, wice-marszałek Tym. Rady Stanu, Mikułowski-Pomorski, dyrektor wydziału spraw wewnętrznych, Lempicki, oraz członkowie Dr. Jackowski i Dr. Chodźko, rektor uniwersytetu, burmistrz Chmielewski i wielu przedstawicieli polskich stowarzyszeń lekarskich.

— Język polski w korespondencji.

W korespondencji listownej między okupacjami niemiecką i austriacką został dopuszczony język polski. Dotyczy to także wszelkich druków, blankietów, próbek, pocztówek i t. p., z pewnymi ograniczeniami co do objętości pism.

— Przyczynek do biografii Lenina.

W *Głosie Narodu* znajdujemy następujący przyczynek do biografii ośławionego Lenina. Lenin, jako nieznany nikomu turysta-letnik, sam nie marzący jeszcze wówczas o swym przyszłym rozgłosie, bawił podczas wybuchu wojny w Galicji, pod Zakopanem. Jak doniosła *Gazeta Podhalańska*, był z początku internowany w więzieniu nowotarskim, a następnie wypuszczony na wolność za wstawiennictwem jednego z wybitnych poetów polskich.

Wybitny poeta polski (zapewne Jan Kasprzowicz) — dodajmy od siebie — mimowoli wyrzucił zła przysługę zarówno Rosji, jak i Polsce, przyczyniając się do uwolnienia Lenina.

Dla losów wojny i dla przyszłości Polski byłoby lepiej, gdyby Lenin był dotychczas pozostawał w więzieniu nowotarskim.

— Zjednoczenie właścicieli lasów w okupacji austriackiej.

W celu ochrony lasów oraz racjonalnej i korzystnej ich eksploatacji, usuwającej pośredników, powstało w Lublinie — jak donoszą

tamtejsze dzienniki — przy Związku Ziemian, Zjednoczenie właścicieli lasów. Do zjednoczenia przystąpili wszyscy więksi posiadacze lasów oraz plenipotenci nieobecnych właścicieli. W ten sposób pozostanie w ręku społeczeństwa kilka milionów rubli rocznie, a wywoła to także rozwój przemysłu leśnego i umożliwi konsumpcję korzystniejszą nabywanie drzewa, co, wobec czekającej nas odbudowy, będzie miało olbrzymie znaczenie dla całego kraju.

— Zjazd nauczycieli na Wołyniu.

Staraniem insp. szkolnego odbył się 15 maja 1917 w Maciejowie zjazd nauczycielstwa pracującego w powiecie Kowelskim. Zjazd ten, jak inspektor w dłuższym przemówieniu zaznaczył, ma historyczne znaczenie jako pierwszy polski tego rodzaju zjazd na Wołyniu. Liczne grono nauczycielstwa zjechało z wielu gmin. Prócz nauczycielstwa na zjeździe była obecna komisja. Konferencja miała charakter czysto naukowy.

— Tyfus plamisty w Królestwie.

Sprawozdanie Wydziału sanitarnego Głównego Komitetu Ratunkowego w okupacji austriackiej Królestwa Polskiego wskazuje na zagrażające wzmaganie się tyfusu plamistego w powiecie olkuskim.

W Lublinie sprawozdanie wykazuje 25 chorych na tyfus plamisty, 5 z nich pochodzi z miasta, 20 zaś z powiatu. Na skutek otrzymania zawiadomienia o przepełnieniu szpitala w Opocznie, gdzie szerzy się tyfus plamisty, wydział sanitarny G. K. R. zwrócił się do Księzęco-Biskupiego Komitetu z prośbą o skierowanie kolumny sanitarnej do Opoczna.

— Zakaz sprzedaży dziennika.

Sprzedaż wychodzącej we Lwowie *Gazety Porannej i Wieczornej*, w obrębie general-gubernatorstwa warszawskiego, została wzbroniona na czas od d. 22 maja do d. 21 czerwca.

POLITYKA TYMCZASOWA

Warszawska Tymczasowa Rada Stanu zaczyna tracić całkowicie grunt pod nogami. Stanowisko jej zmienia się zasadniczo, a co więcej, stosunek jej do ogółu społeczeństwa polskiego nabiera charakteru wręcz wrogi. Rada Stanu zamienia się, siłą wypadków, w bierne narzędzie mocarstw centralnych.

Uprzytomnijmy sobie spokojnie genezę Rady Stanu.

Radę Stanu powołali Austroniemcy; powołali ją w ten sposób, iż do gromadki zdecydowanych stronników dwu monarchji niemieckich usiłowali dobrać kolisko ludzi, przedstawiających możliwie najmniejszą siłę oporu, a obocznie posiadających dane reprezentacyjne. A choć na samym wstępie tak zwane Koło Międzypartyjne, utworzone z szeregu stronnictw politycznych poważne w kraju, zajmujących stanowiska, odmówiło udziału w Radzie, niemniej Rada miała i wpływ pewien i autorytet. Znaczone sfery ludzi umiarkowanych i bezpartyjnych i w tej karykaturze ustroju widziało sposób do ujęcia w ręce polskie całych odłamów pracy społecznej i politycznej. Jakoż pierwsze początki istnienia Rady Stanu zdawały się usprawiedliwiać ten punkt widzenia. Austroniemcy politykowali. Wszystkie odłamy życia polskiego w Królestwie trzymali w żelaznym uścisku swych pachołków, tłumacząc, iż jest to czas przejściowy... a obocznie ze wszystkich sił pracowali na to, aby Radę Tymczasową ogłaszać *urbi et orbi*, jako jedyny uprawniony « rząd polski »...

Dla trzeźwo patrzących było jasne, iż Rada Stanu w Warszawie zasadniczo nie jest rządem polskim i być nim nie może nawet...

Po pierwsze dlatego, iż rządem może być jedynie takie ciało zbiorowe, które jest emanacją woli narodu i całego narodu a nie zbiorowiskiem ludzi, mianowanym przez najeżdżącą dowolnie i zbiorowiskiem, pochodzącą z jednego i małego skrawka Polski. Po drugie, rządem narodowym znać się może tylko takie ciało, które istotnie rządzi a nigdy takie, które ma

prawo... wykonywać rozkazy gubernatora Prusaka, które nie może nie samodzielnie postanowić, które jest tylko narzędziem cudzych, wrogich intencji.

Aliści Rada Tymczasowa zabiegała według sił i chciała kręcić bicz z piasku austroniemieckiego. Działy się wówczas rzeczy osobliwe, ale pozory ratowano i niekiedy bardzo wymyślnie. Była, na przykład, milicja polska... do kłócenia się z przekupkami i... prawdziwa policja austropruska, biorąca za kolnierza wszelką nieprawomyślność... Była komisja szkolna polska do ściągania funduszy na szkolnictwo polskie i była znów policja austroniemiecka decydująca o losach tego szkolnictwa. Trwało tak kilka miesięcy z rzędu, do chwili, gdy społeczeństwo Królestwa wierzyło w « tymczasowość » Rady Stanu i do chwili, gdy Austroniemcom zachciało się « realizacji » swych wspaniałomyślnych planów... A więc wybranie z Królestwa rekruta i pieniędzy... Życia ludzkiego i złota. Rada Stanu, z dwójga złego wybierając, wyżej postawiła życie ludzkie i oddała Królestwo na rabunek, zgodziła się na utworzenie pieniędzy polskich... na ustanowienie, tak zwanej, marki polskiej, zagwarantowanej przez Radę... « tymczasową » na hipotece ruiny kraju... i na przymus oddania austroniemcom rubli, koron i marek pruskich... Rezultatem tej desperacji była natychmiastowa dymisja dyrektora finansów, Stanisława Dzierżbińskiego, człowieka nadto uczciwego, aby mógł do takiego samobójczego kroku przyłożyć rękę. Tuż za tą sprawą przyszła kwestja rekruta... targi o rotę przysięgi legjonów, ultimatum wysłane do Berlina i Wiednia, nowe nieskończone pertraktacje i podczas nich usunięcie się wszystkich członków Rady, reprezentujących lewicowe kierunki, odebranie, jak Grendyszyńskiemu, mandatu reprezentacyjnego przez stronnictwa, które go do Rady wyprawiły, i obocznie ucisk coraz silniejszy, idący zgóry...

Ostatnie wiadomości przyniosły szereg faktów znamiennych, brzemiennych w niesłychane następstwa...

Tymczasowa Rada Stanu, w lekkomyślnej teźliwości swej, przyjęła rotę przysięgi legjonów, a w niej wołające o pomstę zaprzysiężenie « braterstwa broni wojskom Niemiec i Austro-Węgier »... I przysięgi tej odmówili legionści galicyjscy... Na kilkanaście tysięcy legionistów, za ledwie garstką zgodziła się na hańbę ślubowania miłości braterskiej oprawcom Kalisza, rakarzem, którzy, według świadectwa Daszyńskiego, powiesili podczas wojny trzydzieści tysięcy Polaków!... Wślad za tą odmową nastąpiły aresztowania, nastąpiło uwięzienie Piłsudskiego, pojmowanie Sieroszewskiego i całego szeregu oficerów i żołnierzy legjonów galicyjskich...

W chwili gdy żandarmi pruscy skradali się do mieszkań uczciwych Polaków, aby ich prowadzić przed pikielhauby, Rada tymczasowa wydała, w obłąkaniu już całkowicie, bo pozbawionem wpływu najodważniejszych swych żywiołów, które ustąpiły, — odezwę twierdzącą, że ona, to bezwładne narzędzie von Beselera i jemu podobnych, że ona jedna ma... prawo wzywać pod broń i że... nie należy tworzyć Armji polskich po za granicami Królestwa!... Dlaczego, dlaczego, bo... bo... Austroniemcy drżą przed samem widmem powstającej siły zbrojnej polskiej, bo pan von Beseler i von Glasenapp rozumieją, że oni tylko, i oddawna, utworzyliby polskie wojsko i zarządzili brankę w Królestwie i na Litwie, gdyby, gdyby mieli po temu dość siły fizycznej...

Dni Tymczasowej Rady Stanu są policzone. Ma ona do wyboru albo otwartą walkę z całym społeczeństwem polskim, albo kazamaty fortec austropruskich. I Rada usiłuje dobyć się z matni, chce rozszerzać swój skład, tworzyć nowe ciała,

które by ją ocaliły od zagłady, zmniejszyły jej odpowiedzialność...

Nie ma przecież wyboru.

Tymczasowa polityka lawirowania, polityka utrzymania pozorów, ocalenia ludu przed niedolą głodu bodaj, dobiega kresu dni swoich.

Lud polski bardziej niż kiedykolwiek poznał się na austroniemieckich tendencjach. Wskrzeszenie Polski wyzwolonej, zjednoczonej musi łączyć się nie tylko z rozbiorem Austrii i Niemiec, ale i z zniweczeniem, zrównaniem z ziemią dwu jeszcze tronów niemieckich.

Kto ma oczy ku patrzeniu, kto wie istotnie co się u nas w Polsce dzieje, kto szczerze i po polsku rozumie, co mówi Ojczyzna nasza, ten żadnych złudzeń mieć nie może.

Co nam obca przemoc wzięta mocą musimy odebrać!

I odbierzemy.

Stanisław W.-ski.

DO SZEREGU!

Jak to zaznaczyliśmy w części francuskiej poprzedniego naszego numeru, Misja Wojskowa Francusko-Polska rozpoczęła zaciąg ochotników do Armji Polskiej we Francji.

Pierwsi Wolontariusze Wojska Polskiego już wyruszyli do obozu.

Szczegół godny zanotowania, że pośród nowo zapisanych znajdują się nasi « Ba-jończycy » i « Rueilczycy », wolontariusze zreformowani... którzy, na pierwszy apel, stawili się natychmiast pod sztandary ojczyste...

Zapisy ochotników odbywają się codziennie rano od 10 do 12 i od 2 do 6 po południu. Wyjazd nowozaciężnych do obozu następuje na trzeci dzień po zapisie.

Kandydaci, mieszkający na odległej prowincji, winni zgłaszać się szybko, aby ich dołączyć do odnośnych grup prowincjonalnych.

W obozie polskim ruch i ochota sarmacka. Ze wszystkich stron ciągną żołnierze-Polacy. Dla potomków emigrantów, którzy nie władają dostatecznie językiem naszym utworzono kursy języka polskiego: jedne dla oficerów, drugie dla Żołnierzy. Zapał do nauczania się języka ojców i dziadów nieopisany. To bowiem trzeba podkreślić raz jeszcze wyraźnie, iż, w myśl szlachetnej decyzji dekretu Pana Prezydenta Rzeczypospolitej, wszyscy obywatele francuscy pochodzenia polskiego mają prawo wstępować do Armji Polskiej. Czyli, innymi słowy, Francja zwraca Polsce całe pokolenia Polaków tułaczy, Polaków wygnańców.

A w pokoleniu tem miłość tradycji polskich jest zajadła i mocna. Stąd łatwo pojąć, jak serdeczna atmosfera panuje w polskim obozie, który z godziny na godzinę staje się wyobrażeniem tej prawdziwie Zjednoczonej ojczyzny naszej. Są tu już Polacy ze wszystkich zaborów, wszelkich możliwych zawołan... a gromady wielkie ku nim zaczynają zdążyć.

Temi dniami mieliśmy sposobność oglądać w magazynach Louvru wzory sztandaru pierwszego bataljonu strzelców polskich.

Sztandar ten przedstawia się wspaniale.

Prawa strona sztandaru, ma w krzyż wojskowy ułożone cztery pola amarantowe, cztery białe i pięte, pośrodku amarantowe. Na czterech polach amarantowych, po rogach, cztery Orły białe, haftowane, szczerro-srebrne; pośrodku sztandaru wieniec z liści laurowych haftowany srebrem, a w środku wienca, w polu amarantowym, napis « I. Bataljon Strzelców », a na dwu białych polach « 1797 » i « 1917 ». Rok pierwszy, 1797, przypomina pamiętą datę powstania legionów Dąbrowskiego; rok 1917, łącząc się z dziejową epoką, ustanawia rok powstania Armji Polskiej samorządnej i samodzielnej. Na lewej stronie ten sam podział pól z tą różnicą, iż, pośrodku, pole większe amarantowe zajmuje wizerunek Orła białego, haftowanego srebrem, w blaskach promieni. Nad Orłem napis « Zjednoczona », a pod Orłem « Niepodległa ». Frendzle i klamry u drzewca srebrne, na sztycy przepięknie modelowany Orzeł biały, pod nim krawat trójkolorowy, na krawacie tym napis haftowany srebrem: « France Pologne Nations Sœurs » (Francja Polska Bratnie Narody).

Sztandar ten został wykonany według wzorów, opracowanych przez znaną artystkę polską, p. Korab-Mercère. Przynosi on zaszczyt znakomitemu talentowi naszej rodaczki, ileż jest dziełem sztuki. Jako zaś symbol powstającej Armji Polskiej hardo i godnie przedstawia jej najświętsze hasła.

Kolonja polska byłaby niezawodnie szczerze wdzięczną dostojnemu Szefowi Misji, gdyby tenże byłaskaw i zezwolił jej którego dnia w nadchodzącym tygodniu, ucieszyć się widokiem tego wspaniałego sztandaru. A mnóstwo by się znalazło naten tak dawno wyczekiwany znak Polski ciekawych.

W gmachu Misji, ileż już cały gmach przy ulicy de Chanaleilles poświęcony jest na sekcje przygotowujące i opracowywujące poszczególne działy pracy około tworzenia Armji Polskiej, służbę pełni pluton strzelców polskich, pod wodzą dzielnego sierżanta Góry. Góra, wolontariusz, rodem z Opoczyńskiego, ma krzyż wojny, trzy cytacje i krzyż wojskowy serbski. Pluton ma uniform strzelców polskich. Mundur jasno błękitny, odznaki na kołnierzach zielone (numer bataljonu i trąbka strzelecka), guziki z orłami polskimi, na kasku orzeł polski w obwodzie trąbki strzeleckiej lub na czapce konfederatce z zielonemi wypustkami strzeleckie odznaki. Pasy i potrzeby żółte. Cały ten pluton nosi nadto furażerki (sznury) koloru medalu wojskowego, ileż wszyscy Żołnierze pochodzą z Legji cudzoziemskiej i na najwyższą tę odznakę waleczności krwią własną zapracowali.

Owdzie jeszcze deliberacje, medytacje, mrówki po kościach od chrzęstu broni polskiej, która ciałem się staje, a tu, w pobliżu, gdzie praca zdrowa, tęga wre, myśl pogodna, wiara i siła ducha narodowego.

PRZEGRUPOWANIE SIŁ W KRÓLESTWIE

P. J. Hłasko pisze w *Gazecie Polskiej* co następuje:

« W Królestwie odbywa się obecnie « przegrupowanie sił », niektóre stronnictwa łączą się ze sobą; przeciwnie istniejące ugrupowania rozbijają się na swe składowe części. Rzeczy te dzieją się za kulisami, możemy więc mieć o nich wiadomości jedynie niezupełne i dorywcze, z których trudno wytworzyć sobie obraz całkowity. Dobrą służbę odegrały tu mogły niedyskrecje dziennikarskie, ale nadbiega cenzura austriacka, lub niemiecka i w najciekawszych dla nas miejscach wsadza dużą łysinę. Wobec tego otwiera się szerokie pole dla dowolności, z którego ponad wszelką miarę korzysta nasza prasa emigracyjna t. zw. « demokratyczna ».

« Z niektórych artykułów *Echa Polskiego* wnosićby można, że w Królestwie taki zapanował zapał do polityki Tymczasowej Rady Stanu, że stronnictwa, trzymające się dotąd zdala od niej śpieszą się obecnie z uznaniem jej autorytetu i z ofiarowaniem jej swych usług. Stoi to oczywiście w zupełnej sprzeczności z tem, co mówi o sobie sama Rada Stanu, pisząca w memorjałach do władz okupacyjnych, że grozi jej zupełna utrata wpływu na społeczeństwo. Stoi to w zupełnej sprzeczności z tą surową krytyką dotychczasowej bezowocności działalności Rady Stanu, krytyką, która rozlegała się na zjeździe Rady Narodowej t. j. tego ugrupowania stronnictw, którego kandydatów powołały władze okupacyjne na członków Rady Stanu. Ale takie drobiazgi publicystów demokratycznych powstrzymać nie zdołają.

« Najwięcej światła na zachodzące w Królestwie « przegrupowanie sił » rzucają przemówienie Piłsudskiego i artykuły *Naprzodu*. Ponieważ słowa Piłsudskiego, choć obleciały całą prasę, nie zostały jednak przez wielu należycie zrozumiane, sądzimy więc, że przedewszystkiem warto się nad niemi głębiej zastanowić. Oto, według sprawozdania *Kurjera Lwowskiego*, Piłsudzki o sytuacji obecnej powiedział, między innemi, co następuje:

« « Rada Stanu była zbudowana na podstawie podziału społeczeństwa na dwie grupy: aktywistów i pasywistów. Aktywiści godzili się na wojnę z Rosją, pasywiści nie. Nie mogę się zgodzić, jak p. Studnicki, na podejrzenie pasywistów o to, że są agentami koalicji; traktuję ich, jako ludzi o pewnym ideowym podkładzie politycznym, z którym osobiście się nie zgadzam, ale dziś, gdy na stanowisku niewalczącego z Rosją stoja kanclerz Bethmann Holweg i minister Czernin, podział ten w Polsce na aktywistów i pasywistów jest rzeczą minioną, która nie da się utrzymać. Dziś upada dawne moralne prawo kierunku aktywistycznego do reprezentowania społeczeństwa... »

« « Otóż dziś, na podstawie znajomości swego kraju, uważam, że moskalofilstwa niema w Polsce, lub też jest bardzo nikłe, walka z niem jest zbyt ciężka. Moskalofilstwo istnieje tylko jako pewna doza przyzwyczajenia do pewnych stosunków i form życia oraz niechęci do rzeczy nowej; istnieje ono wskutek zwątpienia, jakie wnosi ze sobą tyloletnia niewola. Ale moskalofilstwa jako kierunku politycznego w Polsce niema... »

« Dla należytego zrozumienia słów powyższych przypomnieć musimy przedewszystkiem, że na początku wojny sam Piłsudzki popełnił cały szereg czynów, na które nie miał żadnego prawa formalnego. Zarówno jednak wówczas, gdy wbrew bezpośredniej swej władzy, t. j. wbrew rozkazom galicyjskiego N. K. N., rewolucjonizował Królestwo, jak i obecnie, gdy czasy te wspomina, Piłsudzki był i jest przekonany, że miał do tego « prawo moralne », gdyż czuł się w sumieniu swoim wyrazicielem istotnej, chociaż utajonej jeszcze wówczas woli narodu. Nie wchodźmy, czy Piłsudzki rozumuje słusznie, ale istotnie tak rozumuje.

« Otóż w świetle powyższego przypomnienia słowa Piłsudskiego stają się zupełnie jasne. Radę Stanu skompletowano z pośród stronnictw t. zw. « aktywistycznych », t. j. takich, które w obronie tej « niepodległej Polski », jaką dziś Beselerowską nazywam, gotowe były walczyć z Rosją. Stronnictwa te nie stanowiły nigdy większości w Królestwie, ale jednak, zdaniem Piłsudskiego, miały one wówczas nieformalne, ale « moralne prawo » uznania się za reprezentację społeczeństwa, gdyż podejmowały ważne zadanie narodowe.

« Dziś jednak wojna z Rosją jest niepotrzebna, przed narodem stają inne zadania i obóz aktywistyczny w swej całości niezdolny jest do ich podniesienia, a więc stracił moralne prawo do reprezentowania społeczeństwa. Potrzebne jest nowe ugrupowanie sił, w którego skład wejść muszą prócz części dawnych aktywistów i obóz przeciwny, tak zwany dorywczo pasywistyczny. Wobec tej nowej potrzeby Piłsudski poczuwa się do obowiązku oczyszczenia tych « pasywistów » od zarzutu moskalofilstwa. Zarzut był zawsze niesłusznym, mógł go jednak Piłsudski tolerować, dopóki pasywiści nie byli potrzebni do nowego ugrupowania sił politycznych kraju, mających spełnić nowe zadania narodowe.

« Słowa Piłsudskiego wygłoszone były około 1-go maja, w początkach zaś czerwca « Naprzód » pisał podobnie, że dawny podział na aktywistów i pasywistów się przestarzał, że dziś, gdy po rewolucji rosyjskiej wojna z Rosją jest niepotrzebna, zamiast aktywizmu i pasywizmu mamy proces, krystalizujący czynniki polityczne w dwóch ośrodkach: opozycji i ugody. Pismo krakowskie nie określa ściśle, ale z wywodów jego jest oczywiste, że za obóz ugody uważa tych, co chcą pozostać przy zgodzie z państwami centralnymi, przy Beselerowskiej Polsce. Głównym przedstawicielem jego jest Liga Państwowej Polskiej, która, jak złośliwie zaznacza « Naprzód », występuje obecnie pod przewodnictwem « centrum Narodowego ». Opozycja zaś grupuje się obecnie, według « Naprzodu » w Kółko Młodopartyjnym i w uwolnionej od ugody Radzie Narodowej. Między temi dwiema grupami toczyły się, jak wiadomo, a może się i toczą, rokowania co do wspólnego działania.

« Na podstawie tego wszystkiego, co wiemy, powiedzieć możemy śmiało, że « Opozycja » reprezentuje ten kierunek, który znalazł swój wyraz w pamiętnych uchwałach Koła Sejmowego w Krakowie. »

ZMIANY W KOMITECIE POLSKIM W SZTOKHOLMIE

Korespondent kopenhaski « Gazety Polskiej » pisze co następuje:

« Pod koniec 1915 r. zorganizował się w Sztokholmie Komitet Polski, którego celem było pośredniczenie w przesyłaniu listów osób rozdzielonych działaniami wojennymi, pieniędzy i telegramów, tudzież paczek z żywnością dla jeńców Polaków, jako też śpieszenie z pomocą osobom, które wypadki wojenne zagnały do krajów skandynawskich.

« Istotnie, Komitet Polski rozwinął możliwie wszechstronną działalność dobroczynną, zasłużony sobie na wdzięczność całego społeczeństwa polskiego.

« Prezesem Komitetu został p. Alf. Pomian-Hajdukiewicz, Polak, urodzony w Szwecji i jako taki będący obywatelem państwa szwedzkiego. Zajmując w społeczeństwie szwedzkim wybitne stanowisko, porównywalne w życiu cywilnym jak i wojskowym, i mając, dzięki temu, rozległe i wszechstronne stosunki, był on najodpowiedniejszą osobą na stanowisko.

« Stanąwszy na czele Komitetu Polskiego, zabrał się energicznie do pracy i może z zadowoleniem spojrzeć na te rozliczne dobre uczynki, które wyświadczył tysiącom swych rodaków. Przytoczę tylko jeden przykład.

« Tuż przed Wielkanocą 1916 roku, p. Pomian przybył do Kopenhagi, li tylko po to, by wpłynąć na władze duńskie, aby niepotrzebnie nie wysyłały osiadłych w Danii Polaków z Królestwa Polskiego przez Szwecję do Rosji, gdy dla jakiegobądź drobnostek stali się w oczach duńskim uciążliwymi. Zabieg jego przy współpracy młodego, od dłuższego czasu w Danii zamieszkałego Polaka, p. J. Ż., uwieńczony został pomyślnym rezultatem. Ustała odrazu przymusowa wysyłka Polaków do Rosji, której ci ani nie znali, ani wogóle przedtem nie widzieli.

« W Szwecji znów p. Pomian, jako osoba neutralna, miał przystęp do przedstawicieli wszystkich mocarstw i jego u nich zabiegom Polacy poddani rosyjscy jak i mocarstw centralnych, zawdzięczają rozliczne ułatwienia i ustępstwa. Dla zabiegów tych nie szczędził on ni czasu ni pieniędzy. W dodatku, gdy chodziło o załatwienie jakichś spraw z władzami szwedzkimi, zawsze można było liczyć na jego pomoc i współpracę. Przytem p. Pomian ma jeszcze tę wielką zasługę, że z godnością bronił w prasie szwedzkiej naszej sprawy polskiej, ilekroć pojawiły się w niej nieprzychylnie lub mylne artykuły i wiadomości pod tym względem.

« Naczelnikiem biura Komitetu Polskiego był dr. Michał Rudowski, ekonomista i dziennikarz warszawski.

« Komitet zaraz przy swych narodzinach popełnił ten wielki błąd, że na członków przyjął różnych Polaków, których wojna zagnała do Sztokholmu. Nie mam zamiaru kwalifikować tych przygodnych członków Komitetu, stwierdzam tylko fakt, że pewna ich część, dostawszy się raz do Komitetu za cenę dwukoronowej opłaty rocznej, chciała konfesznie zamienić tę instytucję dobroczynną w ciało « parlamentarne », w najgorszym rozumieniu tego słowa, i zaczęła rzucać p. Pomianowi kamienie pod nogi.

« Szczytem tej niecznej roboty były piśmienne skargi na niego do wybitnych działaczy szwedzkich i do Rady Zjazdów w Moskwie, która subwencjonowała Komitet. Skargi, zwrócone pod adresem Szwedów — to prawdziwy skandal.

« Przed kilku dniami miano zatarg zażegnać. Pan Pomian postanowił wycofać się z Komitetu, lecz na naleganie z różnych poważnych stron, dał się nakłonić do ponownego kandydowania na prezesa Komitetu, na co klika mu przeciwna się zgodziła, przyrzekając pośrednikom, że wybór jego poprze swymi głosami. Gdy atoli przyszło do głosowania, przeciwnicy, jak jeden mąż, oddali głos swój osobie zupełnie innej, poprzednio strąbiwszy do urny wyborczej wszystkich swych zwolenników, gdy zwolennicy p. Pomiana bawili poza miastem. W ten podstępny sposób strona przeciwna — ku niemałemu zdziwieniu pośredników — zwyciężyła minimalną większością głosów, a p. Pomian został usunięty od kierownictwa Komitetu.

« Z nim razem ustąpili najwybitniejsi członkowie Komitetu, Szwedzi: poseł do parlamentu dr. Hildebrand, kontroler dr. Antoni Nyström, znany przyjaciel Polaków, autor wielu głośniejszych publikacji o Polsce, panna Pomian i baronowa Armfelt, autorki świeżo wydanego po szwedzku dzieła o Polsce, dalej kontroler Komitetu p. B. Mikulski, p. F. Zagłowicz, wreszcie dr. Rudowski wraz z całym personelem biurowym. »

PROF. BACHMATJEW W SPRAWIE POLSKIEJ

Bezwzględna sympatję za dążeniami Polaków do Zjednoczonej i Niepodległej Polski okazał Borys Bachmatjew, nowy ambasador rosyjski w Stanach Zjednoczonych, podczas wywiadu, jaki miał u niego przedstawiciel « Zjednoczonego Polskiego Biura Prasowego » w Waszyngtonie. Nie był to tylko czczy wywiad, na którym rzucił się frazesy gwoździ zadowolenia czysto zwyczajnej grzeczności. Mówił on raczej jak mówić tylko może ten, który w słowach chce oddać uczucia, jakie nurtują w jego duszy. Niejednokrotnie w czasie wywiadu ambasador sam dobrowolnie zwracał się do przedmiotu, aby wyrazić swoje uwielbienie dla Narodu polskiego i jego kierowników. Szczególnie dobitnym był w wyrażeniach, gdy szło o podkreślenie usług, jakie p. Paderewski oddaje Polakom nie tylko w Ameryce, ale także w całym świecie.

« Prawdopodobnie — mówił z uśmiechem ambasador Bachmatjew na początku wywiadu, — będziemy postępować bardzo prędko, jeśli Pan będzie mi pytać tylko o takie sprawy, jakie ma Pan na myśli, a które będą interesować Polaków. »

A następnie przez pół godziny po tak wielce zapraszającym przywitaniu, odpowiadał ambasador, nieraz bardzo długo, na zadawane mu pytania, dotyczące stosunku Rosji do Polski, oraz obecnego położenia w Polsce. Ani raz w czasie wywiadu nie okazał najmniejszej ochyoty do wywinienia się od odpowiedzi. Jego stanowisko, mówiąc krótko, potwierdziło w zupełności pierwsze wrażenie, że można go zaliczyć do szczerych przyjaciół Polski.

« Stosunki między narodem polskim a narodem rosyjskim — oświadczył p. Bachmatjew, są wielce zadawalniające. Rosjanie zawsze z podziwieniem patrzyli na zdolności Polaków i uczucie to uwidoczniło się dzisiaj w wieloraki sposób. Polska uważana już jest przez nasz naród jako kraj sprzymierzony, a rozwiązanie wielu problemów, które przyniosą jej Niepodległość, pozostawiono polskim liderom.

« Chcę oświadczyć Polakom w Ameryce to, że nie potrzebują się lękać, iż Demokracja rosyjska ma jakikolwiek zamiar zmodyfikowania nawet w najdrobniejszym szczególe swojej Deklaracji o wolnej i niepodległej Polsce, wydanej w czasie, gdy doszła do władzy. Uwolnienie Polski stało się w rzeczywistości jednym z kamieni węgielnych ruchów rewolucyjnej Rosji, a moja ufność w sukces usiłowań stworzenia trwałego rządu jest tak silna, jak moja wiara w to, że Niepodległa Polska znówu zajmie swoje miejsce między narodami świata.

« Ponieważ faktem jest, że my w Rosji uważamy już Polskę jako niepodległy kraj, przeto trudno mi próbować omawiać sprawę wewnętrznej administracji nowego państwa. Mogę Pana zapewnić, że Demokracja rosyjska jest całym sercem oddana sprawie odbudowania Polski. Dodam także, że przed opuszczeniem Piotrogradu miałem dostateczną ilość dowodów, że liderzy Polaków są w zupełności świadomi swoich możliwości i odpowiedzialności i czynią jak największe wysiłki, aby zapobiedz obecnym potrzebom i przygotować się na przyszłość.

« W Piotrogradzie — niech mi to wolno będzie powiedzieć, powołano do życia Komisję Likwidacyjną, która się składa z najwybitniejszych przywódców polskich różnego odcienia. Członkowie tej komisji spełniają dziś właściwie rolę prowizorycznego Rządu Polski. Komisja ta ma przed sobą zadanie przygotowania planów formy rządów dla kraju, który to plan zostanie przedłożony do zatwierdzenia Polskiej Konstytuancie, gdy ta się zbierze. Wskutek atoli zbyt ścisłych związków dawniejszych między Narodem polskim a Rosją, oraz z powodu rządowego stosunku jaki istniał, trzeba będzie załatwić szereg bardzo trudnych i zawitych problemów. Nad nimi obecnie rozważa Komisja Likwidacyjna. Jednym z nich np. jest sprawa sprawiedliwego rozdziału rosyjskich kosztów wojennych, o wyrównanie których będzie proszone nowe państwo Polskie, a chodzi tu o te wydatki wspólne — Pan rozumie, jakie poniosła Rosja w czasie, gdy Polska była częścią Rosji.

« A dalej trzeba znaleźć sposób, jak zwrócić Polsce własność rolną, którą skonfiskował rząd rosyjski za dawnych monarchicznych czasów. W następstwie różnych powstań w Polsce, rząd rosyjski w wielu wypadkach konfiskował własność przywódców w tych powstaniach i trzymał ją do tego czasu. Komisja Likwidacyjna będzie miała obecnie troszkę przywrócenia tych posiadłości, w części przynajmniej, do swych prawomocnych właścicieli. Ma się także przygotować zarys konstytucji i praw, a wszystko to, jak mniemam, postępuje naprzód bardzo szcześliwie. »

OFIARY

Nadesłano do Administracji « Polonii » ofiary następujące:

Dla Ofiar Wojny w Polsce:

WPP. Stefan Kniat, 5 fr.; — Tomasz Niwiński, z Troyes, 40 fr.; — Wb. Cieszkowski, 10 fr.; — Ogółem nadesłano 55 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 30 « Polonii » (21.522 fr. 10 ct.), zebrano ogółem dla ofiar wojny w Polsce, 21.577 fr. 10 ct.

Dla Żołnierzy-Polaków:

WPP. Stefan Kniat, 5 fr.; — T. Niwiński, 30 fr.; — W. Haćski, 10 fr.; — A. Andrzejewski, 5 fr.; — W. Cieszkowski, 10 fr.

Razem nadesłano, 60 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 30 « Polonii » (27.734 fr.), zebrano dla Żołnierzy-Polaków, do dyspozycji Komitetu Rannych, 27.794 franki.

Na Fundusz Sierot im. Sienkiewicza:

Pani Romanowa Ilnicka, 25 fr.; — P. Tomasz Niwiński, 20 fr.

Razem nadesłano 45 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 30 « Polonii » (823 fr. 80), zebrano dla sierot w Polsce, 868 fr. 80 ct.



Na Fundusz Wydawniczy :

P. porucznik Br. Grzebień, 20 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 30 « Polonii » (1.628 fr. 50), zebrano na Fundusz Wydawniczy, 1.648 fr. 50 ct.

Na Wakacje letnie dla biednych dzieci :

P. Rotsztat, 3 fr.; — P. T. Niwiński, 10 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 30 « Polonii » (80 fr.), zebrano ogółem na wakacje letnie dla biednych dzieci, 93 fr.

NEKROLOGJA

† Donoszą nam o śmierci rodaka naszego, Jana Kantego Długoleckiego, który umarł dnia 20 lipca w swym mieszkaniu w Malakoff, pod Paryżem. Zmarły liczył lat 66. Jego córce, Pannie Eleonorze Długoleckiej, i jego liczny przyjacielom, zasyłamy wzrasy głębokiego współczucia.

KRONIKA PARYSKA

Chorągwie polskie.

Mnóstwo było usiłowań rozwiązania problemu spopularyzowania i rozpowszechnienia chorągwi polskich. Z radością zwiastujemy, iż kwestja ta została całkowicie rozstrzygnięta.

Wobec tworzenia Armji Polskiej we Francji, wielkie magazyny Louvru, po porozumieniu się z nami, wykonywują w tej chwili kilkanaście tysięcy chorągwi polskich amarantowych z Orłem białym pośrodku. Ten charakter chorągwi został ustanowiony dla uniknięcia wszelkich możliwych wątpliwości co do jej polskości. Chorągwie te będą sprzedawane po bardzo przystępnych cenach przez magazyny Louvru już w ciągu najbliższych tygodni.

Rekord nauki języka polskiego.

Jak to pisaliśmy, ciekawość i chęć do nauki języka polskiego wzrasta ustawicznie. Wszelki atoli rekord w tym razie pobit znany powszechnie p. D., inspektor podatkowy, były szef gabinetu jednego z wielkich mężów w staniu francuskich... Pan D. nabył u nas Metodę do nauki języka polskiego Izzy Zielińskiej... a nazajutrz wystosował następujące pismo w języku polskim do jednego ze swych znajomych... W piśmie tem, bardzo dowcipnem i zabawnem skądinąd, nie znaleźliśmy ani jednego błędu ortograficznego... Brzmi ono dosłownie.

« Montherlant (Oise), Niedziela, piętnaście, lipiec.

« Dzień dobry Panu, jak się Pan ma ?

« Jesteśmy w Montherlant. Nasz dom jest bardzo stary, niema windy, ale mamy ogród, w nim truskawki, wiśnie, maliny, brzoskwinie, morele « i gruszki, jabłka, pomarańcze i cytryny.

« Mój syn i moja córka są tutaj.

« Wstaję o szóstej godzinie rano a kładę się spać o jedenastej godzinie wieczorem (nie trzeba spać zanadto). Zatem jestem zdrow.

« Czytamy, mówimy i piszemy po polsku ! !

Do widzenia. (podpis) z podatków. »

Trzeba przyznać, iż pismo to, wystosowane nazajutrz po zakupie Metody przez człowieka, nie mającego nic a nic wspólnego z polskiem pochodzeniem, jest niebywałym rekordem i zarazem najwyższą pochwałą dla twórczyni Metody.

Wiadomości Żołnierskie.

Mieliśmy w tym tygodniu wizytę dwóch Polaków z nowo-przybyłej na front francuski armji amerykańskiej. Są to dwaj szeregowcy 28-go pułku piechoty, kompanji « E », Partacz i Kulczewski; obaj noszą na piersi agrafy z napisem « Marksman », co znaczy dobry strzelec. Pułk ich znajdował się w Teksasie, na granicy meksykańskiej. Stamtąd przewieziono ich do jednego z portów amerykańskich nad oceanem atlantyc-

kim, gdzie wsiedli na okręt i przyjechali do Francji. Dwaj ci rodacy zapewniali nas, że w każdej kompanji pułków przybyłych do Europy, znajduje się przynajmniej 15 Polaków.

Kapral Szaniawski, lotnik wojskowy, został wysłany do Londynu wraz z dwudziestoma innymi lotnikami, w celu przyswojenia sobie prowadzenia nowych aparatów do harcerstwa powietrznego.

Nowe pismo polskie w Paryżu.

Otrzymaliśmy pierwszy numer nowego pisma polskiego, które wychodzi w Paryżu od 1 sierpnia pod tytułem « République polonaise », czyli po polsku « Rzeczpospolita Polska ». Pismo to ukazywać się będzie dwa razy na miesiąc i jest redagowane przez p. L. Choleskiego, szwagier p. d-ra Bronińskiego; sekretarzem redakcji jest p. J. Januszewski, artysta malarz.

U Artystów Polskich.

W niedzielę, dnia 5 sierpnia, o godz. 4 pp., w lokalu Towarzystwa Artystów Polskich (164, Bd du Montparnasse), p. Jan Strzembosz wygłosi w języku polskim odczyt pod tytułem : « Związek Narodów » (La Société des Nations).

Po odczycie dyskusja.

S. P. KAROL DUNIN

Przed kilku dniami na cmentarzu Woźnieskim w Moskwie złożono na wieczny spoczynek zwłoki jednego z najwybitniejszych współczesnych prawników polskich, ś. p. Karola Dunina.

Zmarły urodził się w 1850 r. w Ludynie, w Opoczyńskim, gimnazjum ukończył w Pińczowie, poczem wstąpił do Szkoły Głównej w ostatnim roku istnienia tej wyższej uczelni. Dalsze studia odbywał w Uniwersytecie warszawskim. Po ukończeniu studjów i obronie rozprawy uzyskał stopień magistra prawa cywilnego, najwyższy tytuł naukowy, jaki uzyskać mógł prawnik w ówczesnych warunkach.

Po odbyciu praktyki sądowej, ś. p. Dunin poświęcił się zawodowi adwokackiemu. Proponowanej korzystnej posady w Rosji nie przyjął, pragnął bowiem pracować w kraju rodzinnym.

Rozprawy naukowe i artykuły prawniczo-społeczne ś. p. Dunina odznaczały się sumiennem opracowaniem oraz przejrzystością stylu, były dostępne przeto również dla czytelników nieposiadających fachowego wykształcenia prawniczego. Prace te umieszczane były w « Przeglądzie tygodniowym », « Prawdzie », « Nowinach » oraz w warszawskiej « Gazecie Sądowej », której zmarły był długoletnim redaktorem. Jedyne to prawnicze pismo polskie bardzo dużo zawdzięczało ś. p. Karolowi Duninowi. Nadał on pismu prawdziwie naukowy kierunek, przez zachęcanie zaś młodych sił naukowych do pracy przyczynił się do rozwoju polskiego piśmiennictwa prawniczego.

Dla uzupełnienia charakterystyki pracy naukowej zmarłego wspomnieć należy, że kierował on wydawnictwem dzieł, pozostałych po znanym prawniku Romualdzie Hube. Jako wstęp do tego wydawnictwa ś. p. Dunin napisał monografię « Romuald Hube ».

Ś. p. Karol Dunin, jako człowiek odznaczał się niezwykłą prawością i nieskazitelną. Posiadając olbrzymią wiedzę, pracowitość i wytrwałość, poświęcał siły swoje przedewszystkiem pracy obywatelskiej, w której był niezmordowany. W stosunkach prywatnych posiadał uczynność przyjacielską względem potrzebujących rady i pomocy, której nikomu nie odmawiał. Cieszył się przeto bezwzględnie zaufaniem wszystkich, których życie zbliżyło do niego.

W zmarłym utraciło społeczeństwo polskie człowieka wielkiej wiedzy fachowej i prawnego obywatela kraju. Cześć Jego pamięci !

Można nabyć w Administracji POLONII :

- 1) Podręcznik do nauki języka francuskiego, cena, 2 fr.; z przesyłką, 2 fr. 20.
- 2) Album Polaków w Armji Francuskiej, cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 3) Francja i Polska w przestrzeni wieków, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50 (zagr. 6 fr.).
- 4) Znaczek polski z białym orłem, 3 fr.; z przesyłką; zagranicą, 3 fr. 50;
- 5) Szpilka z orzełkiem, 2 fr. 50, z przesyłką; zagranicą, 3 fr.
- 6) Odkrytki narodowe polskie, różne, tuzin, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 25.

7) La France pour la Pologne (ankieta) 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.

8) La Petite Encyclopédie Polonaise, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50.

Poszukuję gospodyni w wieku średnim, panny lub wdowy (nawet z dzieckiem), dla objęcia kierownictwa domem na wsi. Jeżeli będzie się podobala małżeństwo nie jest wykluczone. Proszę pisać ze zgłoszeniami pod adresem : M. Albert Sudul, à Bressolles, par Montluel (Ain).

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści, nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE : PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

**WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —**

(Właściciel : **Edm. DENIZOT**)

polecają :

WSZELKIE DRZEWIA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i opłatnie

Adres : **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyłka pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.